

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 TRAVAUX VISÉS PAR LES DOCUMENTS CONTRACTUELS

- .1 Les travaux visés par ce projet comprennent la fourniture de toutes les installations, de la main-d'œuvre, de l'équipement et des matériaux pour la construction d'une nouvelle cellule de rétention au quai de Lamèque, ainsi que le camionnage et l'élimination des déblais de dragage actuellement contenus au quai Sainte-Marie-Saint-Raphaël dans la cellule de rétention, à être immerger dans la cellule de rétention nouvellement construite au quai de Lamèque. Les deux ports sont situés dans le comté de Gloucester. Les travaux au quai de Lamèque et au quai Sainte-Marie-St-Raphaël (N.-B.) seront réalisés conformément aux spécifications et aux dessins connexes, sous réserve de toutes les modalités et conditions du présent contrat.
- .2 Mobilisation et démobilitation de tout l'équipement nécessaire pour faire avancer les travaux pour l'ensemble du contrat.
- .3 Seuls les articles du tableau des prix unitaires seront mesurés pour paiement. Tous les autres travaux nécessaires à l'exécution du contrat seront considérés comme accessoires au projet et ne seront pas évalués séparément pour le paiement.

1.02 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux comprendront, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants :
 - .1 Mobilisation et démobilitation aux deux endroits.
 - .2 Présentation d'un plan d'atténuation environnementale et de sa mise en œuvre.
 - .3 Présentation d'un plan de santé et de sécurité, y compris la protection contre le Covid-19 et de sa mise en œuvre.
 - .4 Remodeler la zone du rivage existante, où la nouvelle cellule de rétention sera construite pour y accéder. Construire une route d'accès temporaire au besoin pour construire la cellule de rétention et l'enlever complètement une fois que les travaux sont vérifiés. Les matériaux qui vont être utilisés pour l'accès temporaire doivent être propres.
 - .5 L'installation de roches à noyaux, à l'emplacement et aux élévations indiqués sur les dessins. L'entrepreneur doit utiliser le matériel de base d'une réserve sur place.
 - .6 Fourniture et installation de pierres filtres à l'emplacement et aux élévations indiqués sur les dessins.
 - .7 Fourniture et emplacement de les pierres a carapace, à l'emplacement et aux élévations indiqués sur les dessins.
 - .8 Fourniture, installation et l'entretien d'un rideau de limon pour protéger la zone de construction pour empêcher le limon de pénétrer le cours d'eau. L'entrepreneur est responsable de le déplacer au besoin pour contenir l'envasement d'entrer dans le cours d'eau.
 - .9 Excaver et charger les déblais de dragage contenus dans la cellule de rétention du quai Ste Marie St Raphaël et les transporter par camion jusqu'à la cellule de rétention nouvellement construite au quai Lamèque, et en faire le déchargement et la répartir en couches uniformes.

1.03 CERTIFICATS DE PERMIS ET DROITS

- .1 L'entrepreneur est responsable d'obtenir un permis de carrière et de fournir des Avis aux Navigateurs pour le début des travaux de construction.
- .2 Obtenir et payer tous les permis, certificats et licences exigés par les autorités municipales, provinciales, fédérales et autres.
- .3 Fournir les avis de projet appropriés aux autorités d'inspection municipales et provinciales.
- .4 Présenter au Représentant du Ministère, une copie des présentations de demandes et des documents d'approbation reçus pour les autorisations susmentionnées.
- .5 Se conformer à toutes les exigences, recommandations et conseils de tous les organismes de réglementation, à moins que le Représentant du Ministère n'en décide autrement par écrit. Faire les demandes de dérogation à ces exigences suffisamment à l'avance pour les travaux connexes.

1.04 INSPECTION DU CHANTIER

- .1 Tous les soumissionnaires, avant de soumettre leur soumission, sont tenus d'inspecter et d'examiner le chantier et ses environs et de s'assurer de la forme et de la nature des travaux et des matériaux nécessaires à l'achèvement des travaux, les moyens d'accès au site, la gravité, l'exposition et l'incertitude des conditions météorologiques, de l'état du sol, des aménagements dont ils pourraient avoir besoin et, en général, doivent eux-mêmes obtenir tous les renseignements nécessaires sur les risques, les éventualités et autres circonstances qui peuvent influencer sur leur soumission. Aucune provision n'est faite ultérieurement à cet égard en raison d'une erreur ou d'une négligence afin de bien observer et déterminer les conditions qui s'appliqueront.
- .2 Les entrepreneurs, les soumissionnaires ou ceux qu'ils invitent sur le chantier doivent examiner la section 01 35 29.06 - Santé et Sécurité avant de visiter le site. Prendre toutes les mesures de sécurité appropriées pour toute visite sur le site, avant ou après l'acceptation de la soumission.

1.05 DONNÉE

- .1 Le système de référence utilisé pour ce projet est la marée normale la plus basse (TNL) et est supposé être :
Au quai de Lamèque: +3,95 au-dessus de C.D. Benchmark Pt Fire tel qu'indiqué sur le plan.

Au quai Sainte Marie Saint Raphael : +3,15 au-dessus du poteau Pt, PWC Control tel qu'indiqué sur les dessins.

1.06 CONDITIONS SOUS-MARINE EXISTANTES

- .1 On peut obtenir des renseignements sur l'état actuel de la sous-surface en communiquant avec le Représentant du Ministère.
- .2 Les entrepreneurs sont avisés que toute enquête antérieure qui pourrait être disponible pour examen visait à fournir des renseignements généraux sur le chantier seulement. L'entrepreneur est responsable de toute interpolation et/ou hypothèse faite relativement à toute enquête antérieure.

1.07 CODES ET NORMES

- .1 Exécuter les travaux conformément à la dernière édition du Code national du bâtiment du Canada, Norme 373 de la FCC - Norme pour les jetées et les quais (<http://www.rhdcc.gc.ca/fr/lp/lo/fp/standards/373.shtml>) et tout autre code d'application provinciale ou locale, y compris toutes les modifications apportées jusqu'à la date de clôture de la soumission du projet, à condition que, en cas de conflit ou de divergence, les exigences plus strictes s'appliquent.
- .2 Les matériaux et la fabrication doivent respecter ou dépasser les exigences des normes, des codes et des documents de référence précisés.

1.08 DISPOSITION DES TRAVAUX

- .1 Définir les élévations de nivellement et les travaux d'aménagement, en détail à partir des points de contrôle et des élévations établis par le Représentant du Ministère.
- .2 Veiller complètement assumer l'entière responsabilité des lieux du travail, aux lignes et aux élévations indiqués ou selon les directives du Représentant du Ministère.
- .3 Fournir les appareils nécessaires pour faire l'aménagement et à la construction des travaux.
- .4 Fournir les dispositifs comme les bords droits et les gabarits nécessaires, pour faciliter l'inspection des travaux par le Représentant du Ministère.
- .5 Veuillez fournir des piquets et d'autres repères nécessaires pour faire l'exécution des travaux.

1.09 HORAIRE DE TRAVAIL

- .1 Soumettre dans les 7 jours ouvrables suivant, l'avis d'acceptation de la soumission, un calendrier de construction indiquant le début et l'achèvement de tous les travaux dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation et selon la date indiquée dans la lettre d'acceptation de la soumission.
- .2 Fournir suffisamment de détails dans le calendrier pour illustrer clairement l'ensemble du plan de mise en œuvre, illustrant la coordination efficace des tâches et des ressources, réaliser les travaux à temps et permettre une surveillance efficace de l'avancement des travaux par rapport aux jalons établis.

- .3 Au minimum, le calendrier de travail doit être préparé et présenté sous forme de diagrammes à barres (GANTT) indiquant les activités, les tâches et les autres éléments du projet; la durée prévue et les dates prévues pour la réalisation des activités principales et des jalons principaux du projet, fournies en détail suffisant et étayées par des exposés narratifs pour démontrer un plan raisonnable pour l'achèvement du projet dans les délais prescrits. En général, les diagrammes à barres tirés du système informatisé de gestion de projet disponible sur le marché sont préférables, mais non obligatoires.
- .4 Présenter des mises à jour du calendrier au moins une fois par mois et plus souvent, à la demande du Représentant du Ministère, en raison des changements fréquents des conditions du projet. Fournir une explication narrative des changements nécessaires et des révisions du calendrier à chaque mise à jour.
- .5 Le calendrier, y compris les mises à jour, doit être approuvé par le Représentant du Ministère. Prendre les mesures nécessaires pour terminer le travail dans les délais approuvés. Ne pas modifier le calendrier sans l'approbation du Représentant du Ministère.
- .6 Tous les travaux relatifs au projet seront achevés dans le délai indiqué sur le formulaire de soumission et d'acceptation.

1.10 ABBRÉVIATIONS

- .1 Les abréviations suivantes de spécification standard ont été utilisées dans cette Spécification et sur les dessins:
 - ONGC - Spécifications Conseil du Gouvernement Canadien
 - CSA - Association Canadienne de Normalisation
 - NLGS - Commission Nationale de Classification des sciages
 - ASTM - American Society for Testing and Materials
- .2 Lorsque ces abréviations et normes sont utilisées dans le cadre de ce projet, la dernière édition en vigueur à la date de l'appel d'offres sera considérée applicable.

1.11 CARRIÈRE ET EXPLOSIFS

- .1 Prendre ses propres dispositions avec les autorités provinciales et les propriétaires de propriétés privées pour l'extraction et le transport de la roche et de tous les matériaux et machines nécessaires pour travailler sur leur propriété, leurs routes ou leurs rues, selon le cas.

1.12 EXPLOITATION DU SITE

- .1 Prévoir suffisamment d'espace près du chantier pour la conduite des opérations, le stockage des matériaux et ainsi de suite. Faites attention afin de ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur. Ne pas interférer avec les opérations quotidiennes normales en cours sur le site. Toutes les dispositions relatives à l'espace et à l'accès seront prises par l'entrepreneur.

**CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CELLULE DE
RÉTENTION****QUAI DE LAMÈQUE****COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.****NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001**

- .2 Enlever la neige et la glace au besoin pour maintenir un accès sécuritaire sans endommager les structures existantes ni nuire aux activités des utilisateurs.

1.13 PROTECTION

- .1 Ranger tous les matériaux et équipement à incorporer dans les travaux pour prévenir tout dommages.
- .2 Réparer ou remplacer tous les matériaux ou l'équipement endommagé pendant le transport ou l'entreposage, à la satisfaction du Représentant du Ministère et sans frais pour le Canada.

1.14 PAIEMENT

- .1 Le paiement de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat doit être conforme aux Articles de Convention.
- .2 Les changements dimensionnels, selon les directives du Représentant du Ministère, en fonction des conditions existantes, mais qui n'entraînent pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme des éléments supplémentaires au contrat.

1.15 INSPECTION ET ESSAIS

- .1 Le paiement de tous les travaux effectués dans le cadre du présent contrat doit être conforme aux Articles de Convention.
- .2 Les changements de dimension, selon les directives du Représentant du Ministère, en fonction des conditions existantes, mais qui n'entraînent pas de travaux ou de matériaux supplémentaires, ne seront pas considérés comme des éléments supplémentaires au contrat.

1.16 ÉLIMINATION DES DÉBRIS

- .1 Les débris, y compris les matériaux de construction qui ne sont pas incorporés aux travaux, les produits pétroliers et les contenants, ainsi que d'autres matériaux de cette nature seront éliminés à des endroits appropriés à l'extérieur du site. L'élimination est la responsabilité de l'entrepreneur.
- .2 Les matériaux provenant des travaux ne seront pas laissés à la dérive pour devenir autrement une menace pour la navigation.

1.17 EMPLACEMENT DU MATÉRIEL

- .1 L'emplacement des bâtiments, des réservoirs, de l'équipement, des appareils, indiqués ou spécifiés doit être considéré comme approximatif. Les emplacements réels doivent être adaptés aux conditions au moment de l'installation et dans la mesure du raisonnable. Obtenir l'approbation du Représentant du Ministère.
- .2 Placer l'équipement, les appareils et les systèmes de distribution de manière

à réduire au minimum les interférences et à fournir un espace maximal utilisable, conformément aux recommandations du fabricant en matière de sécurité, d'accès et d'entretien.

- .3 Soumettre des dessins de terrain pour indiquer la position relative de divers services et équipements, lorsque le Représentant du Ministère l'exige.

1.18 RÉUNIONS DE PROJET

- .1 L'entrepreneur organisera les réunions du projet et assumera la responsabilité de l'établissement, des heures et de l'enregistrement des procès-verbaux.
- .2 Les réunions du projet auront lieu sur les lieux de travail, à moins que le Représentant du Ministère le demande autrement.
- .3 L'entrepreneur sera responsable de la consignation des procès-verbaux des réunions, et de leur transmission à toutes les parties présentes aux réunions.
- .4 Avoir un membre responsable de l'entreprise présent à toutes les réunions du projet.

1.19 ACCEPTATION

- .1 Avant la délivrance du certificat de d'achèvement substantiel, en compagnie du Représentant du Ministère, vérifiez tous les travaux. Corriger toutes les anomalies avant l'inspection finale et l'acceptation.
- .2 Avant d'accepter les travaux, l'entrepreneur doit nettoyer le site et le laisser dans un état acceptable pour le Représentant du Ministère.

1.20 COORDINATION DES TRAVAUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 Être responsable de la coordination du travail des divers corps de métier, lorsque le travail de ces corps de métier est en interaction les uns avec les autres.
- .2 Organiser des réunions entre les corps de métier dont le travail est en interaction et veiller à ce qu'ils soient pleinement conscients des domaines et de l'étendue de l'interaction requise. Fournir à chaque métier les plans et les spécifications du métier d'interface, au besoin, pour les aider à planifier et à exécuter leur travail respectif.
- .3 Le Canada ne sera pas tenu responsable des coûts supplémentaires engagés en raison de l'absence de coordination. Les différends entre les divers corps de métier parce qu'ils ne sont pas informés des domaines et de l'étendue des travaux d'interface sont la responsabilité exclusive de l'entrepreneur général et doivent être réglés sans frais supplémentaires pour le Canada.
- .4 L'entrepreneur collaborera avec d'autres entrepreneurs sur le site.

1.21 UTILISATION DU CHANTIER PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'utilisation du site par l'entrepreneur est limitée aux emplacements des

opérations de construction indiqués sur les dessins.

- .2 L'accès au site DOIT être pré-approuvé par le Représentant du Ministère.
- .3 Coordonner l'utilisation des locaux sous la direction du Représentant du Ministère.
- .4 Les opérations de construction, y compris l'entreposage des matériaux pour le présent contrat, ne doivent pas nuire aux activités de pêche et/ou aux opérations de cette installation portuaire.
- .5 L'entrepreneur est responsable d'organiser l'entreposage des matériaux sur le chantier ou à l'extérieur, et tout matériel entreposé sur le chantier qui nuit aux activités quotidiennes sur le site ou à proximité du site sera déplacé rapidement aux frais de l'entrepreneur, à la demande du Représentant du Ministère.
- .6 Faites attention à ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans le secteur.

1.22 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS

- .1 En complément du GC1.1 des Conditions Générales, les sections de la Division 01 du cahier des charges ont préséance sur les spécifications techniques dans les autres divisions du cahier des charges.

1.23 RESTRICTIONS DU POIDS DU RESSORT ROUTIER

- .1 Se conformer aux règlements provinciaux concernant les restrictions de poids du printemps sur les routes provinciales.

1.24 DÉBUT DES TRAVAUX

- .1 La mobilisation sur le chantier pour le projet doit commencer immédiatement après l'acceptation de la soumission et la présentation du plan de santé et sécurité spécifique au projet, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .2 Les travaux du projet sur le chantier doivent commencer dès que possible, avec un effectif continu raisonnable, à moins que le Représentant du Ministère décide autrement.
- .3 Les conditions météorologiques, la courte saison de construction, les difficultés de livraison et l'emplacement du chantier peuvent nécessiter des journées de travail plus longues et une main-d'œuvre supplémentaire pour terminer le projet dans les délais prescrits.
- .4 Veuillez faire tous les efforts possibles pour s'assurer que suffisamment de matériel et d'équipement est livré sur le site le plus tôt possible après l'acceptation de la soumission, et réapprovisionné au besoin.

1.25 PROTECTION DES SERVICES

- .1 Avant de commencer les travaux, déterminer l'emplacement et l'étendue des secteurs de service dans la zone de travail et informer le Représentant du Ministère des constatations.
- .2 Pour tout arrêt ou toute fermeture d'un service actif ou d'une installation, veuillez présenter le calendrier au Représentant du Ministère et obtenir son approbation. Respecter le calendrier approuvé et aviser les parties concernées.
- .3 Fournir des services temporaires lorsque le Représentant du Ministère demande de maintenir les systèmes essentiels des installations.
- .4 En cas de services inconnus, aviser immédiatement le Représentant du Ministère et confirmer les constatations par écrit.
- .5 L'entrepreneur doit immédiatement rétablir tous les services existants qui ont été interrompus en raison de ses activités de construction, sans frais supplémentaires en vertu de ce contrat.

1.26 AUTORITÉ PORTUAIRE DE LAMÈQUE ET SAINTE MARIE SAINT RAPHAEL

- .1 L'entrepreneur doit communiquer avec le port de Lamèque et les administrations portuaires de Sainte-Marie-St-Raphaël avant le début des travaux.
 - .1 Le Représentant du Ministère fournira les coordonnées des personnes-ressources à la réunion de démarrage.

1.27 OCCUPATION DES LIEUX PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE

- .1 Les utilisateurs portuaires utiliseront les lieux des travaux pendant toute la période, pour l'exécution de leur travail de tous les jours.
- .2 Collaborer avec le Maître de l'ouvrage à l'établissement du calendrier des travaux, de manière à réduire les conflits et à faciliter l'utilisation des lieux par ce dernier.
- .3 L'entrepreneur DOIT collaborer avec les utilisateurs du port.

1.28 SERVICES D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Avant d'interrompre des services d'utilités, en informer le Représentant du Ministère, et obtenir les autorisations nécessaires.
- .2 S'il faut exécuter des piquages sur les canalisations d'utilités existantes ou des raccordements à ces canalisations, donner au Représentant du Ministère un avis préalable de 48 heures avant le moment prévu d'interruption des services électriques ou mécaniques correspondants. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Exécuter les travaux aux heures fixées par les autorités locales compétentes, en gênant le moins possible les activités des locataires.
- .3 Avant le début des travaux, définir l'étendue et l'emplacement des canalisations

**CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CELLULE DE
RÉTENTION****QUAI DE LAMÈQUE****COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.****NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001**

d'utilités qui se trouvent dans la zone des travaux et en informer le Représentant du Ministère.

- .4 Lorsque des canalisations d'utilités non répertoriées sont découvertes, en informer immédiatement le Représentant du Ministère et les consigner par écrit.
- .5 Protéger, déplacer ou maintenir en service les canalisations d'utilités qui sont fonctionnelles. Si des canalisations non fonctionnelles sont découvertes durant les travaux, les obturer d'une manière autorisée par les autorités compétentes.
- .6 Consigner l'emplacement des canalisations d'utilités qui sont maintenues, déplacées ou abandonnées.

1.29 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants.
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Dessins d'atelier revus.
 - .5 Liste des dessins d'atelier non revus.
 - .6 Ordres de modification.
 - .7 Autres modifications apportées au contrat.
 - .8 Rapports des essais effectués sur place.
 - .9 Exemplaire du calendrier d'exécution approuvé.
 - .10 Plan de santé et de sécurité et autres documents relatifs à la sécurité.
 - .11 Autres documents indiqués.

1.30 ACCÈS AU SITE

- .1 L'emplacement de l'accès à la zone de construction doit être approuvé au préalable par le Représentant du Ministère avant la mobilisation.

2 PRODUITS**2.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION**3.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 GÉNÉRAL

- .1 Les prix des articles de soumission sont une compensation complète pour les travaux nécessaires à l'achèvement de chaque élément du contrat, dans le formulaire d'appel d'offres. Les prix proposés sont complets et distincts des autres éléments de soumission ou des éléments connexes.
- .2 En cas de conflit entre les instructions de mesure et de paiement continues dans la section 01 22 00, et une autre section du cahier de charge, les exigences de la section 01 22 00 s'appliquent.
- .3 Aucun paiement distinct ne sera effectué pour:
 - .1 Travaux non autorisés au-delà des limites indiquées.
 - .2 Inspection technique sur le terrain et l'aménagement des travaux.
 - .3 Contrôle de l'érosion et des sédiments.
 - .4 Gestion de l'eau.
 - .5 Lutte contre la poussière.
 - .6 Installation temporaires.
 - .7 Barrières et enceintes temporaires.
 - .8 Échelle de poids étalonnée.
 - .9 Dénivellement et déglacage.
 - .10 Tout autre élément nécessaire pour obtenir et maintenir l'accès au site.

1.02 DESCRIPTION DU TRAVAIL

- .1 Le prix proposé pour les travaux comprend tous les éléments énumérés dans le cahier des charges. Le prix comprend toute la main-d'œuvre, les matériaux et l'équipement nécessaires à la fourniture et à l'installation complète des travaux.
- .2 Mobilisation/démobilisation, y compris tout l'équipement, les installations temporaires, la sécurité, l'entretien, le déneigement et le nettoyage des routes d'accès au site et au public (au besoin), l'obtention de tous les permis réglementaires, assurances et cautionnement nécessaires; établir un protocole en matière de santé et de sécurité, et construire, entretenir et déclasser toutes les routes d'accès temporaires nécessaires.
- .3 Toutes les activités de démolition, d'élimination des matières (dangereuses et non dangereuses), de débranchement/re-branchement du service, d'excavation du site, de construction, de réparation et d'amélioration ainsi que de restauration et d'aménagement paysager du site, conformément aux spécifications.

2 MESURE DE PRODUIT

2.01 GÉNÉRAL

- .1 Cette section détaille la méthode de mesure à utiliser aux fins de paiement. Les articles accessoires inclus dans les diverses sections dans ce devis doivent être

prises en compte dans la détermination de chaque élément de paie.

2.02 MESURE DE PAIEMENT

- .1 Les mesures de paiement seront celles précisées dans les sections suivantes:

Section 02 41 16:

- . 1 L'enlèvement et la réinstallation ou l'élimination pour les opérations de construction comprendra :
- .1 Mobilisation et démobilitation de tout l'équipement nécessaire pour faire progresser les travaux pendant la durée du présent contrat, dans les deux zones de construction, comme spécifié sur les dessins.
 - .2 Présentation d'un plan d'atténuation environnementale et de sa mise en œuvre. Un plan pour les deux emplacements de construction.
 - .3 Présentation d'un plan de santé et de sécurité, y compris la protection contre la COVID-19, et de sa mise en œuvre. Un plan pour les deux emplacements de construction.
 - .4 Accédez aux zones de construction.
 - .5 Excavation du pied de la cellule de rétention. Si le matériau convient pour être réutilisé comme matériau de roche à noyau, l'entrepreneur fera comme tel, sinon, le matériel doit être poussé et contenu à l'intérieur de la zone où la nouvelle cellule de rétention sera construite.
 - .6 Remodeler le matériau existant, qui doit être utilisé comme matériaux de roches à noyau pour la construction de la nouvelle cellule de rétention au Quai de Lamèque. Du matériel de roche à noyau supplémentaire est fourni sur place. Emplacement, tel qu'indiqué sur les dessins. L'entrepreneur procédera à l'excavation, au chargement, au déchargement par camion et à la mise en place de la roche à noyau, aux élévations et aux emplacements tel indiqués sur les dessins ou selon les directive du Représentant du Ministère.
 - .1 L'entrepreneur doit réutiliser le matériel, et non le déplacer à l'extérieur de la zone de travail et doit informer le Représentant du Ministère de toute divergence avant de commencer les travaux. Tout le matériel supplémentaire sera prélevé du matériel de base empilé sur le site d'un autre contrat. Emplacement indiqué sur les dessins.
 - .7 Le retrait de tous les autres éléments nécessaires à l'avancement des travaux ne sera pas mesuré séparément pour le paiement, il sera considéré comme accessoire à ce contrat.
 - .8 Une fois que la cellule de rétention est terminée, l'entrepreneur fera la démolition nécessaire du chemin d'accès qu'avait été construit pour accéder à la zone de travail, et en faire la restauration complète.
 - .9 Fourniture, l'installation et l'entretien d'un limon pour protéger le cours d'eau de la zone construction, pour empêcher l'envasement d'entrer dans un cours d'eau.
- .2 Tous les articles énumérés dans cette section seront payés en un montant forfaitaire.

Section 31 23 10:

CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CELLULE DE
RÉTENTION

QUAI DE LAMÈQUE

COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.

NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001

- .1 Excavation, chargement, matériel de camion de la cellule de rétention au quai St Marie St Raphaël, et décharger dans la nouvelle construction de la cellule de rétention au quai de Lamèque, et répartis en couches uniformes seront mesuré pour un paiement forfaitaire.
 - .1 La restauration complète et la mise en forme du site de St Marie St Raphael seront payées en un montant forfaitaire sous cette section. Seul le Représentant du Ministère peut décider si la restauration du site est terminée.
 - .1 L'entrepreneur est responsable de faire les calculs du matériel sur place et d'informer le Représentant du Ministère de toute divergence. Tout matériau excavé, chargé, transporté, déchargé et éliminé dans la cellule de rétention nouvellement construite au quai Lamèque sans l'autorisation préalable du Représentant du Ministère, sera considéré comme accessoire et ne sera pas mesuré aux fins de paiement.
- .2 La mobilisation et la démobilisation de tout l'équipement seront payées en vertu de la section 02 41 16.

Section 31 32 21:

- .1 La fourniture et le placement du géotextile tel qu'indiqué sur les dessins seront payés en une somme forfaitaire en vertu du présent contrat.

Section 35 31 23.13 :

- .1 Pierre filtre : mesurée en tonnes de matériau, fournie et placée selon les limites spécifiées sur les dessins.
- .2 Roches pour la clé et roche de carapace : Mesurée en tonnes de matériaux, fournie et placée selon les limites précisées sur les dessins.
- .3 Roches R5: Mesurée en tonnes de matériaux, fournie et placée selon les limites précisées sur les dessins.
- .4 Aucun paiement ne sera effectué pour les matériaux ou pierres placés au-delà des limites indiquées sur les dessins. La qualité finale du contrat doit être à moins de 100 mm de l'élévation spécifique. Les quantités seront fondées sur un relevé de l'état de construction. Tout matériau placé en dehors des lignes et des élévations indiqué sur les dessins ne sera pas mesuré pour paiement.
- .5 Il n'y aura pas de paiement supplémentaire pour les retards causés par le trafic maritime.
- .6 Il n'y aura pas de paiement supplémentaire pour les temps d'arrêts.
- .7 Il n'y aura aucun paiement pour toutes roches à noyau, pierres filtre ou pierres de carapace qui est emportés, enlevé, manquant ou détérioré par les intempéries ou l'action des vagues.
- .8 La mobilisation ou la démobilisation de l'équipement sera payée en vertu de la section 02 41 16.

CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CELLULE DE
RÉTENTION

QUAI DE LAMÈQUE

COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.

NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001

- .9 La construction et l'entretien des routes de transport seront évalués aux fins de paiement en vertu de la section 02 41 16.
- .10 Les travaux d'excavation et de remblayage seront inclus dans le prix unitaire de chaque article énuméré dans le présent contrat.
- .11 Le transport requis est inclus dans les éléments de la soumission en vertu de cette section.
- .12 L'inspection et la surveillance sur place de l'entrepreneur sont comprises dans le prix unitaire de chaque article exigé en vertu du présent contrat.
- .13 La construction et l'entretien des zones de dépôt de matériaux, leur enlèvement et la restauration complète des zones ne seront pas mesurés dans le cadre de ce contrat, mais seront considérés comme accessoires.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans Objet.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Les exigences particulières relatives aux inspections et aux essais devant être effectués par le laboratoire désigné par le Représentant du Ministère.

1.02 DÉSIGNATION ET PAIEMENT

- .1 Le Représentant du Ministère désignera le laboratoire qui effectuera les essais, et assumera les frais de ses services, sauf pour ce qui suit :
 - .1 Les inspections et les essais exigés par des lois, des ordonnances, des règles, des règlements ou des consignes d'ordre public.
- .2 Lorsque les inspections ou les essais réalisés par le laboratoire d'essai désigné révèlent la non-conformité des ouvrages aux exigences du contrat, l'Entrepreneur doit payer le coût des essais ou des inspections supplémentaires que le Représentant du Ministère peut demander afin de vérifier si les corrections apportées sont acceptables.

1.03 RESPONSABILITÉS DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Fournir la main-d'oeuvre et les installations nécessaires pour réaliser ce qui suit :
 - .1 Permettre l'accès aux ouvrages à inspecter et à mettre à l'essai.
 - .2 Faciliter les inspections et les essais.
 - .3 Remettre en état les ouvrages dérangés lors des inspections et des essais.
 - .4 Permettre au personnel du laboratoire d'entreposer son matériel et de traiter les échantillons.
- .2 Informer le Représentant du Ministère au moins 48 heures à l'avance de la tenue des opérations pour qu'il puisse prendre rendez-vous avec le personnel du laboratoire et établir le calendrier des essais.
- .3 Lorsque des matériaux doivent être mis à l'essai, expédier au laboratoire d'essai la quantité demandée d'échantillons représentatifs.
- .4 Payer le coût des travaux exécutés pour mettre à découvert et remettre en état les ouvrages qui étaient couverts avant que les inspections ou les essais requis soient effectués et approuvés par le Représentant du Ministère.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

TPSGC	PAIEMENT - SERVICES DE	SECTION 01 29 83
CONSTRUCTION D'UNE	LABORATOIRES D'ESSAI	PAGE 2
NOUVELLE CELLULE DE		
RÉTENTION		
QUAI DE LAMÈQUE		
COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.		
NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001		

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur est responsable de :

- .1 Prévoir la tenue de réunions de projet tout au long du déroulement des travaux, à la demande du Représentant du Ministère, et assurer la gestion de celles-ci.
- .2 Préparer l'ordre du jour des réunions. Comprendre les points suivants à l'ordre du jour :
 - .1 Examen, approbation du procès-verbal précédent.
 - .2 Examen de l'état d'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Observations sur le terrain, problèmes, conflits.
 - .4 Problèmes qui entravent la construction.
 - .5 Mesures et procédures pour faire les corrections, pour rétablir le calendrier prévu.
 - .6 Révision du calendrier de construction.
 - .7 Calendrier d'avancement, pendant la période de travail suivante.
 - .8 Examiner les calendriers de soumission : accélérer au besoin.
 - .9 Examiner les modifications proposées pour les appliquer au calendrier de construction et à la date d'achèvement.
 - .10 Tous les quasi-accidents, problèmes de santé et de sécurité, comment ils ont été traités. Inclure toutes les préoccupations de l'employeur et des employés au sujet des pratiques actuelles du Covid-19 et de ce qui a été modifié et mis en œuvre.
 - .11 Toute préoccupation pour la protection de l'environnement. Faut-il modifier quelque article sur le chantier?
 - .12 Soumettre des copies électroniques de toutes les réunions de la boîte à outils.
- .3 Aviser le Représentant du Ministère par écrit, de la tenue d'une réunion quatre (4) jours avant la date prévue.
- .4 Prévoir un espace physique et prendre des dispositions pour les réunions, en gardant à l'esprit les mesures d'éloignement physique.
- .5 Présider les réunions de projet.
- .6 Rédiger le procès-verbal des réunions. Veillez indiquer toutes les questions et les décisions importantes. Préciser les actions entreprises par les différentes parties.
- .7 Faire des copies du procès-verbal et les distribuer aux participants et aux parties concernées absentes de la réunion, au Représentant du Ministère dans les trois (3) jours suivant la tenue de la réunion.
- .8 Les représentants de l'Entrepreneur, des sous-traitants et des fournisseurs qui assistent aux réunions de projet sont habilités et autorisés à intervenir au nom des parties qu'ils représentent.

1.02 RÉUNION PRÉALABLE AUX TRAVAUX

- .1 Dans les 15 jours suivant l'attribution du contrat, le Représentant du Ministère va organiser une réunion avec l'entrepreneur, les Représentants du Ports pour Petits Bateaux et l'administration portuaire de Lamèque. Le Représentant du Ministère prendra les notes pour cette réunion seulement. Tous les autres procès-verbaux des réunions de construction seront consignés par l'entrepreneur et distribués à toutes les parties dans les 48 heures suivant chaque réunion.
- .2 Le Représentant du Ministère, le Consultant ou leurs représentants principaux, l'Entrepreneur, les sous-traitants principaux, les inspecteurs de chantier et les surveillants doivent être présents à toutes les réunions.
- .3 Des réunions bimensuelles seront établies par le Représentant du Ministère au début du contrat et seront respectées par toutes les parties. Le lieu des réunions sera déterminé par le Représentant du Ministère. Certains changements pourraient se produire en raison du Covid-19.
- .4 Avant la signature de la convention, incorporer à celle-ci les modifications aux Documents Contractuels sur lesquelles les parties se sont entendues.
- .5 Points devant figurer à l'ordre du jour :
 - .1 Désignation des représentants officiels des participants aux travaux.
 - .2 Calendrier des travaux : - Calendrier des travaux de construction - Méthode du chemin critique (CPM) ou - Calendrier des travaux de construction - Diagramme à barres (GANTT).
 - .3 Calendrier de soumission des dessins d'atelier, des échantillons de produits et des échantillons de couleurs, selon la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
 - .4 Mesures de santé et de sécurité, y compris les mesures de sécurité du Covid-19 pour l'entrepreneur, les employés et les utilisateurs de l'installation.
 - .5 Calendrier de livraison des matériaux et des matériels prescrits, selon la section 01 56 00 - Ouvrages d'Accès et de Protection Temporaire.
 - .6 Modifications proposées, ordres de modification, procédures, approbations requises, pourcentages de marge permis, prolongations de délais, heures supplémentaires et autres modalités administratives.
 - .7 Produits fournis par le Maître de l'ouvrage.
 - .8 Dessins à verser au dossier du projet, selon la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
 - .9 Procédures de remise et de réception des travaux, et garanties, selon la section 01 78 00 - Documents/Éléments à Remettre à l'Achèvement de Travaux.
 - .10 Demandes d'acomptes mensuels, procédures administratives, photos, retenues.
 - .11 Désignation des organismes et des firmes d'inspection et d'essai.
 - .12 Assurances, relevés des polices.

1.03 RÉUNIONS D'AVANCEMENT

L'entrepreneur est responsable en vertu du présent contrat :

- .1 Assister aux réunions de construction bimensuelles, consigner les procès-verbaux

des réunions et préparer l'ordre du jour de chaque réunion. Ceci est sujet à changement en raison du Covid-19. Le Représentant du Ministère communiquera constamment avec l'entrepreneur pour discuter de ce point.

- .2 Au cours des travaux et deux semaines avant l'achèvement du projet, prévoir des réunions sur l'état d'avancement des travaux.
- .3 L'entrepreneur, les principaux sous-traitants participant aux travaux et le Représentant du Ministère doivent être présents.
- .4 Aviser les parties au moins sept jours avant les réunions.
- .5 Consigner les procès-verbaux des réunions et les distribuer aux parties présentes et aux parties touchées qui ne sont pas présentes dans les trois jours suivant la réunion.
- .6 L'ordre du jour doit comprendre ce qui suit :
 - .1 Examen et approbation du procès-verbal de la réunion précédente.
 - .2 Examen de l'état d'avancement des travaux depuis la réunion précédente.
 - .3 Observations sur le terrain, problèmes, conflits.
 - .4 Problèmes qui entravent le calendrier de construction.
 - .5 Examen des calendriers de livraison de la fabrication hors site.
 - .6 Mesures correctives et procédures pour rétablir le calendrier prévu.
 - .7 Révision du calendrier de construction.
 - .8 Calendrier des progrès, au cours de la période de travail suivante.
 - .9 Examiner les calendriers des soumissions : accélérer au besoin.
 - .10 Maintien des normes de qualité.
 - .11 Examiner les modifications proposées pour déterminer leur incidence sur le calendrier de construction et à la date d'achèvement.
 - .12 Autres questions.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Dans les plus brefs délais et selon un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux, soumettre les documents et les échantillons requis au Représentant du Ministère, aux fins d'examen. Un retard à cet égard ne saurait constituer une raison suffisante pour obtenir une prolongation du délai d'exécution des travaux et aucune demande en ce sens ne sera acceptée.
- .2 Ne pas entreprendre de travaux pour lesquels on exige le dépôt de documents et d'échantillons avant que l'examen de l'ensemble des pièces soumises soit complètement terminé.
- .3 Indiquer l'emplacement et l'adresse des carrières proposées pour l'analyse des matériaux.
- .4 Soumettre le plan de protection pour l'environnement, y compris l'emplacement de la route d'accès et le matériel qui sera utilisé pour l'examen conformément à la section 01 35 44 Exigences en matière d'atténuation environnementale.
- .5 Présenter le ou les plans de santé et de sécurité, y compris les mesures d'atténuation pour travailler avec le Covid-19 et sa mise en œuvre, conformément à la section 01 35 29.06 Santé et Sécurité.
- .6 Présenter le géotextile, le béton, le renfort et tous les autres matériaux proposés pour le présent contrat.
- .7 Les caractéristiques indiquées sur les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons de produits et d'ouvrages doivent être exprimées en unités métriques (SI).
- .8 Lorsque les éléments ne sont pas produits ou fabriqués en unités métriques (SM) ou encore que les caractéristiques ne soient pas données en unités métriques (SM), des valeurs converties peuvent être acceptées.
- .9 Examiner les documents et les échantillons avant de les remettre au Représentant du Ministère. Par cette vérification préalable, l'Entrepreneur confirme que les exigences applicables aux travaux ont été ou seront déterminées et vérifiées, et que chacun des documents et des échantillons soumis a été examiné et trouvé conforme aux exigences des travaux et des Documents Contractuels. Les documents et les échantillons qui ne seront pas estampillés, signés, datés et identifiés par rapport avec le projet particulier seront retournés sans être examinés et seront considérés comme rejetés.
- .10 Le Représentant du Ministère doit être avisé par écrit, le moment où le dépôt des documents et des échantillons présentent des déviations par rapport aux exigences des Documents Contractuels, et énoncer les raisons des écarts.
- .11 S'assurer de l'exactitude des mesures prises sur place par rapport aux ouvrages

adjacents touchés par les travaux.

- .12 La responsabilité de l'Entrepreneur pour les erreurs et les omissions durant s'a soumission n'est pas dissipé par l'examen des soumissions au Représentant du Ministère.
- .13 La responsabilité de l'entrepreneur en ce qui concerne les écarts de soumission par rapport aux exigences des documents contractuels n'est pas dissipée par l'examen du Représentant du Ministère.
- .14 Conserver sur le chantier un exemplaire vérifié de chaque document soumis.

1.02 DESSINS D'ATELIER ET FICHES TECHNIQUES

- .1 L'expression « dessins d'atelier » désigne les dessins, schémas, illustrations, tableaux, graphiques de rendement ou de performance, dépliants et autre documentation que doit fournir l'Entrepreneur pour montrer en détail une partie de l'ouvrage visé.
- .2 Les dessins doivent porter le sceau et la signature d'un ingénieur compétent reconnu ou détenant une licence lui permettant d'exercer dans la province du Nouveau Brunswick, Canada.
- .3 Les dessins d'atelier doivent indiquer les matériaux à utiliser ainsi que les méthodes de construction, de fixation ou d'ancrage à employer, et ils doivent contenir les schémas de montage, les détails des raccordements, les notes explicatives pertinentes et tout autre renseignement nécessaire à l'exécution des travaux. Lorsque des ouvrages ou des éléments sont reliés ou raccordés à d'autres ouvrages ou à d'autres éléments, indiquer sur les dessins qu'il y eu coordination des prescriptions, quelle que soit la section aux termes de laquelle les ouvrages ou les éléments adjacents seront fournis et installés. Faire des renvois au devis et aux dessins d'avant-projet.
- .4 Laisser dix jours au Représentant du Ministère pour examiner chaque lot de documents soumis.
- .5 Les modifications apportées aux dessins d'atelier par le Représentant du Ministère ne sont pas censées faire varier le prix contractuel. Si c'est le cas, cependant, en aviser le Représentant du Ministère par écrit avant d'entreprendre les travaux.
- .6 Apporter aux dessins d'atelier les changements qui sont demandés par le Représentant du Ministère en conformité avec les exigences des Documents Contractuels. Au moment de soumettre les dessins de nouveau, aviser le Représentant du Ministère par écrit, des modifications qui ont été apportées autres que celles exigées.
- .7 Les documents soumis doivent être accompagnés d'une lettre d'envoi contenant les renseignements suivants :
 - .1 la date;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse de l'Entrepreneur;
 - .4 la désignation de chaque dessin, fiche technique et échantillon ainsi que le nombre soumis;

- .5 toute autre donnée pertinente.
- .8 Les documents soumis doivent porter ou indiquer ce qui suit :
 - .1 la date de préparation et les dates de révision;
 - .2 la désignation et le numéro du projet;
 - .3 le nom et l'adresse des personnes suivantes :
 - .1 le sous-traitant;
 - .2 le fournisseur;
 - .3 le fabricant;
 - .4 L'estampille de l'Entrepreneur, signée par le représentant autorisé de ce dernier, certifiant que les documents soumis sont approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que l'ensemble est conforme aux exigences des Documents Contractuels;
 - .5 Les détails pertinents visant les portions de travaux concernées :
 - .1 les matériaux et les détails de fabrication;
 - .2 la disposition ou la configuration, avec les dimensions, y compris celles prises sur place, ainsi que les jeux et les dégagements;
 - .3 les détails concernant le montage ou le réglage;
 - .4 les caractéristiques telles que la puissance, le débit ou la contenance;
 - .5 les caractéristiques de performance;
 - .6 les normes de référence;
 - .7 la masse opérationnelle;
 - .8 les schémas de câblage;
 - .9 les schémas unifilaires et les schémas de principe;
 - .10 les liens avec les ouvrages adjacents.
- .9 Distribuer des exemplaires des dessins d'atelier et des fiches techniques une fois que le Représentant du Ministère en a terminé la vérification.
- .10 Soumettre une (1) copie électronique des dessins d'atelier prescrits dans les sections techniques du devis et selon les exigences raisonnables du Représentant du Ministère.
- .11 Si aucun dessin d'atelier n'est exigé en raison de l'utilisation d'un produit de fabrication standard, soumettre une copie électronique des fiches techniques ou de la documentation du fabricant prescrites dans les sections techniques du devis et exigées par le Représentant du Ministère.
- .12 Compléter l'information standard pour fournir des détails applicables au projet.
- .13 Après l'examen par le Représentant du Ministère, si aucune erreur ou omission n'est découverte ou si seulement des corrections mineures sont apportées, deux copies seront retournées et la fabrication et l'installation des travaux pourront se poursuivre. À moins que les dessins d'atelier soient rejetés, une copie sera retournée et une nouvelle présentation des dessins d'atelier corrigés, selon la même procédure indiquée ci-dessus, doit être effectuée avant la fabrication et l'installation des travaux.
- .14 L'examen des dessins d'atelier par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) vise uniquement à vérifier la conformité avec le concept général.
 - .1 Cet examen ne signifie pas que TPSGC approuve la conception détaillée inhérente aux dessins d'atelier, dont la responsabilité incombe à

l'entrepreneur qui les soumet, et cet examen ne dégage pas l'entrepreneur de la responsabilité pour les erreurs ou omissions dans les dessins d'atelier ou de la responsabilité de satisfaire aux exigences des documents de construction et des documents contractuels.

- .2 Sans restreindre la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur est responsable de la confirmation et de la corrélation des dimensions sur le chantier, pour les informations concernant uniquement les procédés de fabrication ou les techniques de construction et d'installation et pour la coordination des travaux des sous-métiers.

1.03 CERTIFICATS ET TRANSCRIPTIONS

- .1 Immédiatement après l'attribution du contrat, présenter le statut de commission des accidents du travail.
- .2 Présenter la transcription de l'assurance immédiatement après l'attribution du contrat.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORME DE RÉFÉRENCES

- .1 Ministère des Transports du Nouveau-Brunswick.
 - .1 Manuel de Guide de signalisation des travaux routiers - 2015, ou dernière édition si elle s'applique.

1.02 PROTECTION DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

- .1 Se conformer aux exigences des lois, règlements et règlements administratifs en vigueur pour la réglementation de la circulation ou de l'utilisation des routes sur lesquelles il est nécessaire d'effectuer des travaux ou de transporter des matériaux ou de l'équipement.
- .2 Lorsque vous travaillez sur l'étendue transversale :
 - .1 Placer l'équipement en position pour réduire au minimum les interférences et les risques pour le public qui voyage sur les routes.
 - .2 Garder les unités d'équipement aussi près les unes des autres que les conditions de travail le permettent et, de préférence, du même côté de la route parcourue.
 - .3 Ne laissez pas l'équipement sur le trajet pendant la nuit.
- .3 Fermer les voies de circulation seulement après avoir reçu l'approbation écrite du Représentant du Ministère.
 - .1 Avant de réacheminer la circulation, ériger des panneaux et des dispositifs appropriés au Guide de signalisation de travaux routiers.
- .4 Garder le chemin parcouru nivelé, exempt de trous de marmite et d'une largeur suffisante pour le nombre requis de voies de circulation.
- .5 Assurer et maintenir l'accès routier et la sortie de la propriété le long des travaux prévus au contrat et dans d'autres secteurs, tel qu'indiqué, sauf lorsqu'il existe d'autres moyens d'accès routier qui satisfont à l'approbation du Représentant du Ministère.

1.03 DISPOSITIFS D'INFORMATION ET D'AVERTISSEMENT

- .1 Fournir et entretenir des panneaux, des voyants lumineux clignotants et d'autres dispositifs nécessaires pour indiquer les activités de construction ou d'autres conditions temporaires et inhabituelles découlant des travaux du projet qui nécessitent l'intervention des usagers de la route.
- .2 Fournir et ériger des panneaux, des dispositifs de signalisation, des barricades et divers dispositifs d'avertissement dans le Guide de signalisation de travaux routiers.
- .3 Placer des panneaux et d'autres dispositifs aux endroits recommandés dans le Guide de signalisation de travaux routiers.

- .4 Rencontrer le Représentant du Ministère avant le début des travaux afin de préparer la liste des panneaux et autres dispositifs requis pour le projet. Si la situation sur le site change, réviser la liste à l'approbation du Représentant du Ministère.
- .5 Entretien continuel des dispositifs de contrôle de la circulation utilisés:
 - .1 Vérifier quotidiennement la lisibilité, les dommages, la convenance et l'emplacement des panneaux. Nettoyer, réparer ou remplacer pour assurer la clarté et la réflectance.
 - .2 Enlever ou recouvrir les panneaux qui ne s'appliquent pas aux conditions qui existent de jour en jour.

1.04 CONTRÔLE DE LA CIRCULATION PUBLIQUE

- .1 Fournir du personnel de signalisation compétent, formé conformément au Guide de signalisation des travaux routiers et bien équipé pour les situations suivantes:
 - .1 Lorsque la circulation publique est nécessaire pour dépasser des véhicules ou des équipements en service qui bloquent tout ou partie de la route parcourue.
 - .2 Lorsqu'il est nécessaire d'installer un système de circulation à sens unique dans une zone de construction ou un autre blocage où le trafic est important, les vitesses d'approche sont élevées et le système de signalisation routière n'est pas utilisé.
 - .3 Lorsque des travailleurs ou de l'équipement sont utilisés sur le chemin parcouru au-dessus de l'avant des collines, autour des courbes aiguës ou à d'autres endroits où la circulation en sens inverse n'aurait pas autrement un avertissement suffisant.
 - .4 Lorsque la protection temporaire est requise pendant que d'autres dispositifs de contrôle de la circulation sont installés ou démontés.
 - .5 Pour la protection d'urgence lorsque d'autres dispositifs de contrôle de la circulation ne sont pas facilement accessibles.
 - .6 Dans les situations où la protection complète des travailleurs, des équipements de travail et de la circulation publique n'est pas assurée par d'autres dispositifs de contrôle de la circulation.
 - .7 À chaque extrémité des sections restreintes où des voitures-pilotes sont requises.
 - .8 Retards dans la circulation publique en raison des activités de l'entrepreneur : 15 minutes maximum.
- .2 Lorsque la route, qui transporte de la circulation dans les deux sens, est limitée à une voie, pendant 24 heures par jour, fournir un système portatif de signalisation routière.
 - .1 Ajuster, au besoin, et entretenir régulièrement le système pendant la période de restriction.
 - .2 S'assurer que le système de signalisation répond aux exigences du Guide de signalisation des travaux routiers.

1.05 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

- .1 Maintenir les conditions existantes pour le trafic maritime et routier tout au long de la période contractuelle, sauf que : lorsque requis pour la construction sous contrat et lorsque des mesures ont été prises conformément aux spécifications et aux approbations du Représentant du Ministère pour protéger et contrôler le

trafic maritime et public.

- .2 Maintenir les conditions actuelles pour l'emprise des passages à niveau.
 - .1 Retards dans la circulation publique : maximum de 15 minutes.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 RCSST : Règlement Canadien sur la santé et la sécurité au travail, pris en vertu de la partie II du Code Canadien du travail.
- .2 Personne compétente signifie une personne qui:
 - .1 est qualifié en vertu de ses connaissances personnelles, sa formation et son expérience pour exécuter les travaux assignés de manière qui assurera la santé et la sécurité des personnes sur les lieux de travail, et;
 - .2 est bien renseignée au sujet des dispositions des lois et des réglementations sur la santé et la sécurité relatifs à l'ouvrage.
 - .3 est bien renseignée au sujet des risques réels ou potentiels sur la santé et sécurité relatifs à l'ouvrage.
- .3 Blessure nécessitant des soins médicaux : toute blessure mineure pour laquelle un traitement médical a été fourni et dont les coûts ont été couverts par la Commission de la sante, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail de la province où la blessure a été subie.
- .4 EPI : équipement de protection individuelle incluant protection contre le COVID-19.
- .5 Chantier : lorsqu'il est utilisé dans la présente section, chantier signifie les aires situées à l'endroit où les travaux ont lieu et qui sont utilisés par l'Entrepreneur pour effectuer toutes les activités reliées à l'exécution de l'ouvrage.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
- .2 Soumettre un plan de santé et de sécurité établie expressément pour le chantier, avant le début des travaux.
 - .1 Soumettre le plan dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'avis d'attribution du contrat. Fournir 1 copie électronique.
 - .2 Le Représentant du Ministère examinera le plan de santé et de sécurité et préparé par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations.
 - .3 Au besoin, L'Entrepreneur révisera son plan de santé et sécurité au plus tard cinq (5) jours après la réception des observations par le Représentant du Ministère.
 - .4 L'examen par le Représentant du Ministère du plan de santé et sécurité préparé par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme un endossement, une approbation ou une garantie implicite quelconque de la part du Canada, de ce plan et ne limite aucunement la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et sécurité durant les travaux de construction.

- .5 Soumettre les révisions et les mises à jour apportées au plan pendant la durée des travaux.
- .6 L'entrepreneur doit présenter un plan de santé et de sécurité propre au site avant le début des travaux. L'entrepreneur devra inclure les exigences en matière de santé et de sécurité pour protéger ses travailleurs et le site du projet, y compris les précautions et les mesures d'atténuation liées au risque de contracter ou de propager la maladie du Covid-19. Une source de conseils se trouve dans les protocoles normalisés Covid-19 de l'Association Canadienne de la Construction pour tous les chantiers de construction au Canada.
- .3 Soumettre le nom du représentant désigné pour la santé et de la sécurité sur le chantier et la documentation pertinente prescrit dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Soumettre le permis de construire, les certificats de conformité et les autres permis requis.
- .5 Soumettre une copie de la lettre de membre en règle de la Commission de la santé et sécurité au travail de la province ou d'un organisme du Ministère du Travail.
 - .1 Soumettre une mise à jour de la lettre de membre lorsque la date d'expiration survient pendant la durée des travaux.
- .6 Soumettre des exemplaires, des directives ou des rapports préparés par les inspecteur de santé et sécurité au travail des gouvernements fédéraux, provinciaux et territoriaux.
- .7 Soumettre des exemplaires des rapports d'incidents et d'accidents.
- .8 Soumettre les fiches signalétiques (FS) du SIMDUT.

1.03 EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province du Nouveau-Brunswick et aux règlements pris en vertu de cette Loi.
- .2 Se conformer à la partie II du Code canadien travail (intitulé Santé et sécurité au travail) et au Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail (RCSST) ainsi qu'à tout autre règlement pris en vertu de cette Loi.
 - .1 Le Code canadien du travail peut être consulté à l'adresse suivante : [www.http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/L-2/).
 - .2 Le Règlement Canadien sur la santé et sécurité au travail peut être consulté au: [www.http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-86-304/).
 - .3 Un exemplaire peut être obtenue auprès de : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S9 Tél. : (819) 956-4800 (1-800-635-7943) Publication No.L31-85/2000 F)
- .3 Observer et faite faire les mesures de sécurité en matière de construction requises par :
 - .1 Le Code National du bâtiment du Canada, partie 8.
 - .2 Les lois sur les ordonnances municipales.
- .4 En cas de conflit entre les prescriptions des autorités ci-dessus, les exigences

le plus strictes doivent s'appliquer.

- .5 Maintenir la protection de la commission des accidents du Travail en règle pour la durée du contrat. Sur demande, soumettre une lettre d'adhésion en règle au Représentant de Ministère.
- .6 Surveillance médicale : là où une loi, un règlement ou un programme de sécurité le prescrit, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier.

1.04 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes présentes sur le chantier, de même que la protection des biens situés sur le chantier; assumer également, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement dans la mesure où ils sont touchés par les travaux.
- .2 Respecter et faire respecter par les employés, les exigences en matière de sécurité énoncées dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux applicables, ainsi que dans le plan de sécurité et sante préparé par L'Entrepreneur, pour le chantier.

1.05 CONTRÔLE DE L'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Contrôler les travaux et les points d'entrée au chantier. Approuver et accorder l'accès seulement aux travailleurs et aux personnes autorisées. Arrêter et retirer immédiatement les personnes non autorisées.
- .1 Le Représentant du Ministère fournira le nom des personnes autorisées par le représentant du Ministère à pénétrer sur le chantier et veillera à ce que ces personnes autorisées possèdent les connaissances et la formation nécessaires en matière de santé et de sécurité en ce qui concerne : leur raison d'être sur le site, toutefois, l'entrepreneur demeure responsable de la santé et de la sécurité des personnes autorisées sur le chantier.
- .2 Isoler le lieu de travail des autres zones des lieux en utilisant les moyens appropriés.
 - .1 Ériger des clôtures, des palissades, des barricades et un éclairage temporaire au besoin pour délimiter efficacement le lieu de travail, arrêter l'entrée non autorisée et protéger les piétons et la circulation automobile autour et à proximité des travaux et créer un environnement sécuritaire. Voir la section 01 51 00 pour les exigences minimales acceptables.
 - .2 Installer des panneaux aux points d'entrée et à d'autres endroits stratégiques indiquant l'accès restreint et les conditions d'accès.
 - .3 Utiliser des affiches faites par des professionnels avec un message bilingue dans les deux langues officielles ou des symboles graphiques internationaux connus.
- .3 Donner une séance d'orientation sur la sécurité aux personnes qui ont accès au lieu de travail. Informer les personnes des dangers et des règles de sécurité à observer sur place.
- .4 S'assurer que les personnes autorisées à accéder au site portent l'EPI approprié.

Fournir l'ÉPI aux autorités d'inspection qui ont besoin d'y avoir accès pour effectuer des essais ou des inspections.

- .5 Sécuriser le lieu de travail contre l'entrée lorsqu'il est inactif ou inoccupé et protéger les personnes contre les préjudices. Fournir un gardien de sécurité lorsque la protection adéquate ne peut être assurée par d'autres moyens.

1.06 PROECTION

- .1 Accorder la priorité à la santé et à la sécurité du public ainsi que du personnel du chantier, et la protection de l'environnement, la priorité sur les questions reliées aux coûts et au calendrier des travaux.
- .2 Si des conditions ou des risques imprévus ou particuliers qui sont un risque pour la sécurité deviennent évidents durant l'exécution des travaux, prendre immédiatement les mesures requises pour remédier la situation et prévenir les dommages et les blessures. Aviser le Représentant du Ministère oralement et par écrit.

1.07 PRODUCTION DE L'AVIS

- .1 Présenter l'avis du projet auprès des autorités provinciales compétentes en matière de santé et de sécurité avant le début des travaux.
 - .1 Le Représentant du Ministère aidera à trouver l'adresse au besoin.

1.08 PERMIS

- .1 Afficher sur le chantier, les permis, les licences et les certificats de conformité sur le chantier.
- .2 Lorsqu'un permis ou un certificat de conformité particulier ne peut pas être obtenu à l'étape du travail, aviser le Représentant du Ministère par écrit et obtenir son approbation pour poursuivre avant d'effectuer cette portion des travaux.

1.09 ÉVALUATION DES RISQUES/DANGERS

- .1 Effectuer une évaluation des risques sur la santé et la sécurité propres au chantier relativement à l'ouvrage et à ses emplacements.
- .2 Effectuer l'évaluation initiale avant d'entreprendre les travaux et durant l'avancement de ceux-ci selon les besoins, y compris lorsque de nouveaux corps de métier et sous-traitant arrivent sur le chantier.
- .3 Enregistrer les résultats par écrit et les traiter dans le plan de santé et sécurité.
- .4 Conserver des copies de l'évaluation sur le chantier, pour toute la durée des travaux.

1.10 PROJET/CONDITIONS DU CHANTIER

- .1 Voici les dangers potentiels pour la santé, l'environnement et la sécurité sur le chantier pour lesquels les travaux peuvent comporter des contacts avec :
 - .1 Conditions environnementales et site latents connus :
 - .1 Travailler dans le domaine de la circulation (maritime et automobile).
 - .2 Travailler par mauvais temps.
 - .3 Travailler près de la faune.
 - .4 Surfaces de travail inégales.
 - .5 Travailler avec les marées.
 - .2 Covid-19 mesures pour protéger l'entrepreneur, les employés, les consultants, le Représentant du Ministère et les utilisateurs du port. Mettre à jour ces mesures au besoin. Discuter de toute préoccupation tout au long du contrat avec le Représentant du Ministère.
 - .1 Inclure les mesures mises en place pour l'éloignement physique vers et depuis le site, pendant les pauses, le déjeuner, le souper et l'hôtel.
 - .3 Opérations en cours de l'installation :
 - .1 L'entrepreneur collaborera avec les utilisateurs des installations existantes. Maintenir l'accès à la structure actuelle du quai et consulter le Représentant du Ministère pour connaître les limites d'accès au site.
 - .2 En cas d'interférence, suivre les directives du Représentant du Ministère.
 - .3 Ne pas encombrer indûment le site de matériaux.
 - .4 Déplacer les produits ou l'équipement entreposés qui nuisent aux opérations.
 - .5 Se conformer à tous les règlements et autorités ayant compétence sur les travaux.
- .2 Les éléments ci-dessus ne doivent pas être interprétés comme étant complets et englobant les risques potentiels pour la santé et la sécurité rencontrés pendant les travaux.
- .3 Inclure les éléments ci-dessus dans l'évaluation des risques des travaux.
- .4 Les fiches signalétiques des produits dangereux et contrôlés pertinents entreposés sur place peuvent être obtenues auprès du Représentant du Ministère.

1.11 RÉUNIONS

- .1 Assister à la réunion de pré-construction sur la santé et la sécurité, convoquée et présidée par le Représentant du Ministère, avant le début des travaux, à l'heure, à la date et à l'endroit déterminés par le représentant du Ministère. Veiller à ce que :
 - .1 Le Chef du chantier.
 - .2 Le surveillant responsable de santé et de sécurité, désigné par l'Entrepreneur.
 - .3 Les sous-traitants.
- .2 Tenir régulièrement, des réunions boîte à outils sur la santé et la sécurité pendant la durée des travaux conformément aux règlements sur la santé et la sécurité au travail.

- .3 Conserver les documents sur place.

1.12 PLAN DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, établir par écrit, un plan de santé et de sécurité propre au chantier. Mettre ce plan en œuvre et en assurer le respect pendant la durée des travaux, jusqu'à la démobilisation de tout personnel du chantier.
- .2 Le plan de santé et de sécurité doivent comprendre les éléments suivants :
 - .1 La liste des dangers individuels pour la santé et des risques pour la sécurité identifiés lors du processus d'évaluation des risques.
 - .2 Les mesures de contrôle utilisées pour pallier les risques et les dangers identifiés.
 - .3 Un plan d'intervention en cas d'urgence selon les prescriptions ci-dessous.
 - .4 Un plan de communication sur le chantier tel que précisé ci-dessous.
 - .5 Le nom du représentant désigné de l'Entrepreneur responsable de la santé et de la sécurité sur le chantier, avec les documents prouvant ses compétences et son lien hiérarchique dans la compagnie de l'Entrepreneur.
 - .6 Les noms, compétences et liens hiérarchiques d'autres personnels embauchés pour la surveillance de la santé et sécurité sur le chantier.
- .3 Le plan d'urgence en cas d'urgence doit comprendre :
 - .1 Les procédures, les mesures d'évacuation et le processus de communication à mettre en œuvre en cas de situation d'urgence sur le chantier.
 - .2 Plan d'évacuation : plan d'aménagement du chantier indiquant les voies d'évacuations et les zones de regroupement. Les détails sur les méthodes de déclenchement d'alarme, les exercices d'évacuation, l'emplacement du matériel de lutte contre les incendies et tous autres données connexes.
 - .3 les noms, les tâches et les responsabilités des personnes désignées comme agents de secours d'urgence et les suppléants.
 - .4 Personnes à contacter en cas d'urgence : les noms et les numéros de téléphones des personnes-ressources en cas d'urgence : nom et numéro de téléphones des fonctionnaires de :
 - .1 Entrepreneur général et sous-traitants.
 - .2 Ministères et autorités fédéraux et provinciaux compétents.
 - .3 Organismes locaux de ressources d'urgence.
 - .5 Harmoniser le plan avec les plans d'intervention d'urgence et d'évacuation de l'installation. Le représentant du Ministère fournira les données pertinentes, y compris le nom des personnes-ressources de TPSGC et de la Gestion des installations.
- .4 Plan de communication sur place :
 - .1 Procédures de partage de l'information sur la sécurité liée au travail avec les travailleurs et les sous-traitants, y compris les mesures d'urgence et d'évacuation.
 - .2 Liste des activités de travail critiques à communiquer au gestionnaire de l'installation qui risquent de mettre en danger la santé et la sécurité des utilisateurs de l'installation.
- .5 Aborder toutes les activités des travaux, y compris celles des sous-traitants.

- .6 Examiner régulièrement le plan de santé et de sécurité pendant les travaux. Mise à jour lorsque les conditions le justifient pour tenir compte des risques et dangers émergents, comme chaque fois que de nouveaux professionnels ou sous-traitants arrivent sur le chantier.
- .7 Le Représentant du Ministère répondra par écrit lorsque des lacunes ou des préoccupations sont notées et peut demander que le Plan soit soumis de nouveau avec correction des lacunes ou des préoccupations.
- .8 Afficher une copie du plan et des mises à jour bien en évidence sur le site de travail.

1.13 COORDONNATEUR DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ

- .1 Embaucher une personne compétente et autorisée à titre de coordonnateur de la santé et de la sécurité, et l'affecter aux travaux.
- .2 Le représentant de la santé et de la sécurité sur le chantier peut être le surintendant des travaux ou toute autre personne désignée par l'entrepreneur et se voit attribuer la responsabilité et les pouvoirs suivants :
 - .1 Mettre en œuvre, surveiller et faire respecter quotidiennement les exigences en matière de santé et de sécurité des travaux
 - .2 Surveiller et appliquer le plan de santé et de sécurité propre au site de l'entrepreneur.
 - .3 Tenir une séance d'orientation sur la sécurité du site à l'intention des personnes qui ont accès au lieu de travail.
 - .4 Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder au site soient informées et formées en matière de santé et de sécurité se rapportant à leurs activités sur le site ou soient escortées par une personne compétente sur le site de travail.
 - .5 Arrêter les travaux s'il le juge nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité.
- .3 Le représentant du site de santé et de sécurité doit :
 - .1 Être une personne qualifiée et compétente en matière de santé et de sécurité au travail.
 - .2 Posséder une expérience de travail propre aux activités des travaux.
 - .3 Être sur le chantier en tout temps pendant l'exécution des travaux.
- .4 Tous les membres du personnel de supervision affectés aux travaux doivent également être des personnes compétentes.
- .5 Inspections :
 - .1 Effectuer des inspections de sécurité périodiques des travaux au moins deux fois par semaine. Consigner les lacunes et les mesures correctives prises.
 - .2 Effectuer des inspections officielles au moins une fois par mois. Utiliser des formulaires d'inspection de sécurité normalisés. Distribuer aux sous-traitants.
 - .3 Assurer le suivi et veiller à ce que des mesures correctives soient prises.

- .6 Collaborer avec le représentant de la santé et de la sécurité au travail de l'établissement si celui-ci est désigné par le représentant du Ministère.
- .7 Conserver sur place les rapports d'inspection et la documentation relative à la supervision.

1.14 FORMATION

- .1 N'utiliser que des travailleurs qualifiés sur le chantier qui ont reçu une formation efficace sur les procédures et les pratiques de santé et de sécurité au travail pertinentes à la tâche qui leur est assignée.
- .2 Tenir à jour les dossiers des employés et les preuves de la formation reçue. Mettre les données à la disposition du représentant du Ministère sur demande.
- .3 Lorsque des dangers ou des conditions imprévus ou particuliers liés à la sécurité se produisent pendant l'exécution des travaux, suivre les procédures en place pour le droit de l'employé de refuser de travailler conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en informer le représentant du Ministère de vive voix et par écrit.

1.15 RÈGLES MINIMALES DE SÉCURITÉ SUR LE SITE

- .1 Sans égard aux exigences, veuillez respecter les réglementations fédérales et provinciales sur la santé et sécurité. Les règles de sécurité suivantes doivent être considérées comme les exigences minimales à respecter par toutes les personnes à qui on a accordé l'accès au chantier.
 - .1 Porter l'EPI approprié au travail ou à la tâche assignée; le minimum étant un casque de sécurité, un gilet de sécurité, des chaussures de sécurité, des lunettes de sécurité et une protection auditive
 - .2 Signaler immédiatement les conditions dangereuses sur le site, les quasi-accidents, les blessures et les dommages.
 - .3 Veiller à ce que le site et les aires d'entreposage soient bien rangés et exempts de risques de blessures.
 - .4 Respecter les panneaux d'avertissement et les étiquettes de sécurité.
- .2 Informer les personnes des protocoles disciplinaires à prendre pour non-conformité. Afficher les règles sur place.

1.16 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Prendre immédiatement les mesures nécessaires pour corriger les situations jugées non conformes, sur les plans de la santé et de la sécurité, par l'autorité compétente ou par le Représentant du Ministère.
- .2 Remettre au Représentant du Ministère un rapport écrit des mesures prises pour corriger la situation en cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.
- .3 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur n'apporte pas les correctifs nécessaires en ce qui concerne les conditions jugées non conformes en matière de santé et de sécurité.

1.17 DÉCLARATION DES INCIDENTS

- .1 Enquêter et rapporter les incidents et les accidents suivants :
 - .1 Incidents qui nécessitent un avis au Ministère Provincial de la Sécurité et de la Santé au travail, Travail Sécuritaire N.B. ou à un autre organisme de réglementation.
 - .2 Blessures liées à l'aide médicale.
 - .3 Dommages matériels de plus de 10 000 \$
 - .4 Interruptions de l'exploitation de l'installation entraînant une perte opérationnelle pour un ministère fédéral de plus de 5 000 \$.
- .2 Soumettre le rapport par écrit.

1.18 PRODUITS DANGEREUX

- .1 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).
- .2 Conserver les fiches signalétiques pour tous les produits livrés sur place.
 - .1 Afficher sur place.
 - .2 Soumettre une copie au représentant du Ministère.
 - .3 Pour les travaux à l'intérieur d'une installation occupée, afficher une copie supplémentaire dans une ou des endroits plus accessibles au public.

1.19 DYNAMITAGE

- .1 Le dynamitage ou toute autre utilisation d'explosifs sont autorisés seulement avec l'autorisation écrite du Représentant du Ministère.

1.20 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 Veuillez ne pas utiliser des dispositifs à cartouche avant d'avoir la permission écrite du Représentant du Ministère.

1.21 ESPACES CLOS

- .1 Respecter les règlements sur la santé et la sécurité au travail concernant le travail dans des espaces clos.
- .2 Obtenir un permis d'entrée conformément à la partie XI du Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail pour entrer dans un espace clos identifié existant situé dans l'installation ou les lieux de travail.
 - .1 Obtenir un permis du gestionnaire de l'installation.
 - .2 Conserver une copie du permis délivré.
- .3 Sécurité des inspecteurs :
 - .1 Fournir de l'EPI et de la formation au Représentant du Ministère et aux autres personnes qui doivent entrer dans un espace clos pour effectuer des inspections.
 - .2 Être responsable de l'efficacité de l'équipement et de la sécurité des

personnes pendant leur entrée et leur occupation dans l'espace clos.

1.22 RAPPORT DE CHANTIER

- .1 Conserver sur le lieu de travail une copie de la documentation et des rapports relatifs à la sécurité qui doivent être produits conformément aux lois et aux règlements des autorités compétentes et aux documents précisés aux présentes.
- .2 Sur demande, mettre à la disposition du représentant du Ministère ou de l'agent de sécurité autorisé pour inspection.

1.23 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les ordonnances et les avis pertinents sont affichés, bien en vue, sur le chantier, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant du Ministère.
- .2 Afficher d'autres documents tels que précisés dans le présent document, y compris :
 - .1 Plan de santé et de sécurité propre au site
 - .2 Feuilles de données du SIMDUT
 - .3 Exigences en matière d'incendie et de sécurité
 - .4 Procédures spéciales relatives aux exigences de cadenassage.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.
- .2 Section 02 41 16 - Démolition de Structure.
- .3 Section 35 31 23.13 - Cellule de Rétention.

1.02 GÉNÉRAL

- .1 Toutes les mesures d'atténuation environnementale sont la responsabilité de l'entrepreneur en vertu de ce contrat. Toutes les mesures visant à atténuer la présence de matières dangereuses dans les cours d'eau, toutes les lois et tous les règlements et mesures d'atténuation, les mesures énumérées dans la présente section, sont la responsabilité de l'entrepreneur pour la durée du contrat.
 - .1 Les travaux de construction doivent être surveillés quotidiennement et des mesures d'atténuation doivent être établies au besoin. Ajuster et mettre à niveau, les éléments au besoin pour respecter les lois municipales, provinciales et fédérales, selon le cas.
 - .2 L'entrepreneur doit fournir et installer une flèche de limon autour des travaux de construction pour empêcher le limon de pénétrer dans le cours d'eau en tout temps.

1.03 EXIGENCES DE SUBJUGATION

- .1 Élaborer un PLAN D'ATTÉNUATION ENVIRONNEMENTALE écrit, fondé sur le projet spécifique avant le début des travaux sur le site et continuer de mettre en œuvre, de tenir à jour, et d'appliquer le plan qui sera utilisé jusqu'à la démobilisation du site.
- .2 Élaborer des MESURES DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION PROPRES AU SITE en fonction du plan expressément au projet dans le cadre du présent contrat.
 - .1 L'entrepreneur doit prévoir la fourniture et l'installation d'une flèche de limon capable de contenir tout le limon qui s'échappe de la zone de dragage ou de construction, en tout temps.
 - .1 L'entrepreneur doit fournir les moyens d'installer la flèche de limon pour empêcher le piégeage des poissons vivants dans la zone de construction.
- .3 Le Représentant du Ministère peut répondre par écrit lorsque des lacunes ou des préoccupations sont notées et peut demander un nouveau plan d'atténuation avec correction des lacunes ou des préoccupations.
 - .1 Le Représentant du Ministère peut demander la mise à jour d'un document en tout temps pendant la période de construction en vertu du présent contrat, si les mesures prises sur place ne respectent pas les lois et les règlements précisés dans le présent contrat.

1.04 EXIGENCE RÉGLEMENTAIRES.

- .1 Exécuter les travaux conformément à la section 01 41 00 - Exigences réglementaires.

1.05 CONDITION DE PROJET/CHANTIER

- .1 Les travaux sur le chantier comporteront des contacts avec:
 - .1 Vents élevés
 - .2 Zone de travail inégal
 - .3 Mauvaise condition atmosphériques
 - .4 Limitations d'accès
 - .5 Circulation continue, sur l'eau ou sur terre
- .2 Tous les bateaux doivent pouvoir accéder en toute sécurité au lieu de travail en tout temps et recevoir de l'aide au besoin.

1.06 ARRÊT DE TRAVAIL

- .1 Accorder la priorité à la sécurité et à la santé du public et du personnel du site ainsi qu'à la protection de l'environnement, par rapport aux considérations relatives au coût et au calendrier des travaux.

1.07 RÉFÉRENCES

- .1 Loi sur la Marine Marchande du Canada, (CSA) 2001, modifié 2017-12-12 ou dernière édition.
- .2 Règlementation Garde Côtière Canadienne, Pêches et Océans Canada.
- .3 Loi Canadienne sur l'évaluation environnementale, 2012, modifié 2017-06-22.
- .4 Loi Canadienne sur la protection de l'environnement, 1999, modifié 2018-04-04.
- .5 Loi sur les pêches, 1985, Pêche et Océan Canada, modifié 2016-04-05.
- .6 Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs à l'intérieur ou à Proximité des eaux de pêche Canadiennes, 1998.
- .7 Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, modifié 2017-12-12.
- .8 Loi sur la protection de la navigation, 1985. Transports Canada, modifié 2017-06-22.
- .9 Nouveau-Brunswick - Une étude sur d'impact sur l'environnement, Loi sur l'assainissement de l'environnement.
- .10 Loi sur les espèces en péril, 2002, modifié 2018-05-30.
- .11 Politique fédérale sur la conservation des terres humides, 1991, Environnement

Canada.

- .12 Loi sur le transport des marchandises dangereuses, 1992, Transports Canada, modifié 2017-01-01.
- .13 Loi sur la conservation du patrimoine, Nouveau-Brunswick.
- .14 Guide Technique sur Le Règlement sur la modification des cours d'eau et des terres humides au Nouveau-Brunswick.
- .15 Matériel et machinerie lourde:
 - .1 Véhicules routiers : LCPE-DORS/2003-2, Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs et LCPE-DORS/2006-268, Règlement modifiant le Règlement sur les émissions des véhicules routiers et de leurs moteurs.
 - .2 Véhicules hors route à destination de : EPA CFR 86.098-10 et EPA CFR 86.098-11.
- .16 Les travaux doivent être conformes à toutes les conditions du permis délivré par Transports Canada en vertu de la Loi sur la protection de la navigation (LPN).
- .17 Veuillez à ce que les activités du projet soient conformes à la Politique de protection des zones côtières du GNDE. La politique définit les zones côtières vulnérables comme les plages, les dunes, les plateformes rocheuses, les marais côtiers et les terres endiguées, qui devraient être prises en compte dans les plans et les approbations réglementaires. Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec le gestionnaire, Section de la protection des eaux de surface, au 506-457-4850.

1.08 DÉFINITIONS

- .1 Ressources archéologiques : toutes les preuves tangibles d'activités humaines d'intérêt historique, culturel ou scientifique. Exemples : caractéristiques, structures, objets archéologiques (artefacts) ou vestiges d'un site archéologique ou objet enregistré comme découverte archéologique isolée. Un « artefact » est un objet fabriqué, utilisé, déplacé ou autrement modifié par les êtres humains, y compris tous les déchets et sous-produits de ces processus.
- .2 Zone tampon : terre végétalisée qui protège les cours d'eau contre les utilisations des terres adjacentes. Il s'agit des terres adjacents aux cours d'eau, comme les ruisseaux, les rivières, les lacs, les étangs, les océans et les terres humides, y compris la plaine inondable et les terres transition entre les cours d'eau et les zones hautes, terres plus sèches.
- .3 Substance Nocive:
 - (a) toute substance qui, lorsqu'elle est ajoutée à l'eau, dégraderait, altérerait ou ferait partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de l'eau, afin qu'elle soit rendue ou qu'elle soit susceptible d'être rendue nocive pour le poisson ou à l'habitat du poisson ou à l'utilisation par l'homme de poissons qui fréquente cette eau,

Ou

- (b) toute eau qui contient une substance en une telle quantité ou concentration, ou qui a été traité, traité ou modifié, par la chaleur ou par d'autres moyens, d'un état naturel que, s'il était ajouté à toute autre eau, se dégraderait ou se modifierait ou faisait partie d'un processus de dégradation ou d'altération de la qualité de cette eau, afin qu'elle soit rendue ou qu'elle soit susceptible d'être rendue nocive au poisson ou à son habitat ou à l'utilisation par l'homme qui pêche fréquemment cette eau.
- .4 Habitat du poisson : frayères et autres zones, y compris la pépinière, l'élevage, les zones d'approvisionnement alimentaire et de migration, dont les poissons dépendent directement ou indirectement pour mener à bien leurs processus vitaux.
- .5 Matières dangereuses : produit, substance ou organisme utilisé à l'origine; il s'agit de marchandises dangereuses ou de matières qui peuvent avoir des effets nocifs sur l'environnement ou nuire à la santé des personnes; les animaux ou les végétaux lorsqu'ils sont rejetés dans l'environnement.
- .6 Espèces envahissantes ou exotiques : désigne une espèce ou une sous-espèce introduite en dehors de sa distribution normale dont l'établissement et la propagation menacent les écosystèmes, les habitats ou les espèces ayant des effets néfastes sur l'économie ou l'environnement.
- .7 Eaux navigables : un canal et tout autre plan d'eau créé ou modifié à la suite de la construction de tout ouvrage.
- .8 Cours d'eau de surface : désigne le lit et le rivage d'une rivière, d'un cours d'eau, d'un lac, d'un ruisseau, d'un étang, d'un marais, d'un estuaire ou d'un plan d'eau salée qui contient de l'eau pendant au moins une partie de chaque année.
- .9 Zones humides : terres où la nappe phréatique se trouve à la surface, à proximité ou au-dessus de la surface ou qui sont saturées pendant une période suffisamment longue pour favoriser des caractéristiques comme les sols et la végétation tolérante à l'eau. Les terres humides comprennent les terres humides, les terres « tourbières » et les terres humides minérales ou les sols minéraux qui sont influencés par l'excès d'eau, mais qui produisent peu ou pas de tourbe.

1.09 DOCUMENTS/ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillon à Soumettre.
- .2 Soumettre un plan d'atténuation, en milieu aquatique, spécifique à l'emplacement : dans les 7 jours suivant la date d'avis de poursuivre et avant le début des travaux.
 - .1 Mesures d'atténuation pour prévenir la sédimentation.
 - .2 Mesures d'atténuation visant à prévenir la contamination de l'eau par des matières dangereuses.
 - .3 L'emplacement et le type de matériaux utilisés pour les routes d'accès temporaires et les mesures visant à rétablir l'accès à son état initial ou à un meilleur état, le représentant du Ministère sera le seul juge de

ce qu'il juge acceptable comme produit final.

- .3 Soumettre une copie numérique des mesures d'atténuation dans l'eau de l'entrepreneur au Représentant du Ministère 7 jours avant le début des travaux, pour examen.
- .4 Présenter les copies des rapports ou des directives émis par les inspecteurs municipaux, fédéraux ou provinciaux de la santé et de la sécurité.
- .5 Le Représentant du Ministère examinera le plan de mesures d'atténuation en milieu aquatique, de l'entrepreneur et fera part de ses commentaires à l'entrepreneur dans les trois jours suivant la réception du plan. Réviser le plan au besoin, et le soumettre de nouveau au Représentant du Ministère dans les cinq jours suivant la réception des commentaires du Représentant du Ministère.
- .6 L'examen par le Représentant du Ministère du plan d'atténuation final de l'entrepreneur dans l'eau ne devrait pas être interprété comme une approbation et ne réduit pas la responsabilité globale de l'entrepreneur à l'égard des mesures d'atténuation environnementale dans l'eau pendant la construction du présent contrat.
- .7 Aviser la Garde côtière canadienne, Services de communication et de trafic maritimes (SCTM) au (902)564-7751 ou sans frais au 1-800-686-8676 suffisamment avant le début des travaux ou au moment du déploiement ou de l'enlèvement des marquages du site pour permettre l'envoi d'Avis à la Marine marchande/mesures appropriées.
- .8 Élaborer et soumettre au Représentant du Ministère, un plan d'intervention d'urgence, qui doit être mis en œuvre immédiatement, en cas de rejet ou de déversement de sédiments, d'une substance nocive. Inclure les coordonnées de la personne-ressource provinciale en cas d'urgence environnementale et celles du Représentant du Ministère.
- .9 L'entrepreneur doit donner un préavis d'au moins 48 heures au Représentant du Ministère avant de commencer les activités de dragage.
- .10 Avant de commencer les activités de construction ou la livraison des matériaux sur le site, l'entrepreneur doit soumettre un plan de protection de l'environnement (PPE) pour examen et approbation par SPAC. Le PPE doit comprendre un aperçu complet des questions environnementales connues ou potentielles qui seront abordées pendant la construction ou le projet.

1.10 TRANSPORTATION

- .1 Transporter les matières dangereuses et les déchets dangereux conformément à la Loi sur Transport des marchandises dangereuses.
- .2 Tous les camions transportant des déblais de dragage doivent être munis de boîtes étanches.
- .3 Garder les camions propres et exempts de boue, de saleté et d'autres matières étrangères.

- .4 Fixer le contenu contre les déversements de panneaux libres lors de l'excavation, du chargement et du transport des matériaux. Ne surchargez pas les camions lors du transport de matériaux et évitez tout déversement potentiel de matières étrangères sur les routes, les routes et les voie d'accès utilisées pour les travaux. Nettoyer immédiatement tout déversement de sol et les sols dans la mesure prescrite par l'autorité compétente.
- .5 Tous les matériaux et le matériel utilisés pour la construction doivent être marqués conformément au Règlement sur les abordages de la Loi de 2001 sur la Marine Marchande du Canada lorsqu'ils sont situés sur la voie navigable.
- .6 Les chaussées temporaires, après approbation du Représentant du Ministère, doivent être construites à l'écart du corps d'eau à l'aide d'un tissu filtrant/rideau de limon ou d'un batardeau.

1.11 ROUTES TERRESTRES TEMPORAIRES

- .1 Avant le début des travaux de construction, l'entrepreneur doit présenter une demande d'examen :
 - .1 Un plan indiquant l'emplacement des routes temporaires et le type de matériel proposé d'être utilisé;
 - .2 L'entrepreneur doit décrire comment les routes temporaires seront enlevées;
 - .3 Emplacement d'élimination des matériaux de remplissage temporaires à la fin du projet;
 - .4 Méthode proposée de restauration des zones perturbées pour des accès temporaires, à son état initial ou meilleur.
 - .5 Tous les matériaux utilisés pour construire des routes temporaires dans l'eau seront transportés vers une installation environnementale enregistrée pour accepter les matériaux ou à un endroit prédéterminé en vertu du présent contrat. Il incombe à l'entrepreneur d'éliminer le matériel à son emplacement approuvé. Les bordereaux de cession doivent être présentés au Représentant du Ministère avant que le paiement final ne soit effectué en vertu du présent contrat. Remarque : La roche solide, libre ou organique, n'a pas à être éliminée dans une installation enregistrée.
- .2 Les matériaux de construction et le débris ne doivent pas se faire transporter par origine hydrique.
- .3 Les outils, l'équipement, les véhicules, les structures temporaires ou leurs parties utilisés ou entretenus aux fins de la construction ou de la mise en place d'un ouvrage dans les eaux navigables ne doivent pas demeurer en place après la réalisation du projet.
- .4 Maintenir une distance minimale de 300 m de toutes les zones occupées par la concentration d'oiseaux marins et d'oiseaux aquatiques. Se déplacer à des vitesses stables à proximité des colonies d'oiseaux marins et d'oiseaux aquatiques, se déplaçant parallèlement au rivage, plutôt que d'approcher directement la colonie. Éviter tout bruits aigus ou forts, ne klaxonnez pas ou ne sifflez pas et maintenez des niveaux de bruit constants avec les moteurs. Ne poursuivez pas les oiseaux de mer ou les oiseaux aquatiques nager à la surface de l'eau et éviter la concentration de ces oiseaux sur l'eau.

- .5 L'entrepreneur doit utiliser les emprises publiques dans la mesure du possible et doit fournir du personnel de contrôle de la circulation, conformément à la section 01 51 00 - Services d'Utilités Temporaire.
- .6 L'entrepreneur doit s'assurer que les surfaces de la route demeurent exemptes de déblais de dragage, d'argile, de boue, etc. tout au long des activités de transport des déchets.

1.12 CHAUSSÉES/ROUTES TEMPORAIRES

- .1 L'entrepreneur aura la responsabilité d'accéder à la zone de travail. La construction et l'enlèvement des chaussées temporaires et des routes d'accès seront conformes au plan d'atténuation environnemental soumis par l'entrepreneur ainsi que l'enlèvement et l'élimination des routes d'accès/chaussées. De plus, veuillez inclure si la route temporaire est dans l'eau salée, si la route sera éliminée à une installation environnementale agréée pour accepter le type de matériel proposé, ou à un endroit prédéterminé, précisé dans le présent contrat.
- .2 Tous les matériaux utilisés pour la construction de chaussées temporaires et de routes d'accès doivent être propres et exempts des agrégats fins, de matières organiques, de débris et de matières non toxiques (c'est-à-dire exempts de carburant, d'huile, de graisse et/ou de tout autre contaminant), non minéralisé et provenant d'une source d'eau non approuvée par la province.
- .3 Les chaussées temporaires et les voies d'accès doivent être construites à une élévation telle que la machinerie et l'équipement fonctionnent complètement hors de l'eau à tous les stades de la marée. Par contre, si les travaux de marées sont effectués, la machinerie et l'équipement doivent être replacés à une élévation appropriée pour éviter de fonctionner dans des eaux submergées. Les soumissionnaires sont priés de consulter les tables de marées publiées par Pêches et Océans afin de s'assurer des conditions de marées qui affectent les travaux.
- .4 L'entrepreneur doit entretenir des bouées temporaires pour marquer la position de la route d'accès, y compris le pied extérieur, au fur et à mesure de la construction. Toutes les bouées doivent satisfaire aux exigences de la norme applicable de la Garde Côtière Canadienne et être équipées de réflecteurs radars.
- .5 Le défrichage requis pour les routes d'accès et les aires d'élimination devrait être planifié de manière à éviter la période de nidification régionale des oiseaux migrateurs. Dans les provinces Maritimes, la période de nidification régionale s'étend de la mi-avril à la fin août, à l'exception du sud-ouest de la Nouvelle-Écosse, où elle s'étend du début avril jusqu'à la fin août.
- .6 Aucun matériaux de construction ou de remplissage ne peut être obtenu à partir d'une caractéristique côtière, dessus une plage, une dune ou une zone humide côtière.
- .7 Des chaussées temporaires doivent être construites, sur approbation du Représentant du Ministère, à l'écart du plan d'eau, à l'aide d'un tissu filtrant/Rideau de limon ou d'un batardeau.

1.13 UTILISATION DE MACHINERIE

- .1 Veuillez à ce que les machines arrivent sur le site dans un état propre et à ce qu'elles soient exemptes de fuites, d'espèces envahissantes et de mauvaises herbes nuisibles.
- .2 Dans la mesure du possible, utiliser la machinerie sur la terre ferme au-dessus de la ligne des eaux hautes, sur la glace ou à partir d'une barge flottante de manière à minimiser les perturbations aux rives et au lit du plan d'eau.
- .3 Laver, ravitailler et entretenir les machines et entreposer le carburant et les autres matériaux pour les machines de manière à empêcher toute substance nocive de pénétrer dans l'eau.
- .4 Les fluides biodégradables devraient être envisagés à la place des produits pétroliers, dans la mesure du possible, comme norme pour les pratiques exemplaires.
- .5 Toutes les activités dans l'eau devraient être effectuées par vent faible, vagues et conditions météorologiques favorables. Prévoir suffisamment d'espace adjacent au site du projet pour la conduite des opérations. Faire preuve de prudence afin de ne pas obstruer ou endommager la propriété publique ou privée dans la zone. Ne pas interférer avec les opérations quotidiennes normales en cours sur le site. Toutes les dispositions relatives à l'espace et à l'accès seront prises par l'entrepreneur et soumises pour examen au Représentant du Ministère. Coordonner l'utilisation des locaux avec l'administration portuaire et le représentant ministériel.
- .6 Veuillez laisser les machines en marche, seulement pendant leur utilisation, sauf lorsque les températures extrêmes interdisent de les arrêter.
- .7 Ne pas effectuer de nettoyage et de lavage dans une zone tampon de 30 mètres d'une zone humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible identifiée. Veuillez respecter les exigences et les recommandations de Pêches et Océans Canada - Programme de protection des pêches pour le nettoyage et le lavage de l'équipement.

1.14 ENTREPOSAGE TEMPORAIRE

- .1 Aucune création de stationnement pour véhicules ou d'équipement ou de matériel n'aura lieu sur une plage, une dune, un milieu humide ou d'autres zones écosensibles.

1.15 CONFINEMENT ET GESTION DES DÉVERSEMENT

- .1 Se conformer aux exigences fédérales (Règlement sur les systèmes de stockage de produits pétroliers de la LCPE et Règlement sur les produits apparentés) et règlements provinciaux, codes, des normes et des lignes directrices pour le stockage de carburant et de produits apparentés sur place.
- .2 En cas de déversement de pétrole, informer immédiatement le Représentant du Ministère et la Garde Côtière Canadienne (GCC) au 1-800-565-1633 (ligne de compte

rendu de 24 heures). Effectuer le nettoyage conformément à tous les règlements et procédures stipulés par l'autorité compétente.

- .3 Veuillez ne pas déverser aucuns produits pétroliers ou d'autres substances nocives sur terre ou dans l'eau.
- .4 Faire preuve de diligence et prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les déversements et la contamination de la terre et de l'eau (à la fois en surface et sous la surface) lorsque la manutention des produits pétroliers sur la place et pendant le ravitaillement et l'entretien des véhicules et de l'équipement.
- .5 Toujours avoir sur le chantier, un équipement d'urgence approprié en cas de déversements, devrait comprendre au moins : une trousse de retenue d'au moins 250 litres (55 gallons) pour le confinement et le nettoyage des déversements.
- .6 Maintenir les véhicules et l'équipement en bon état de fonctionnement afin de prévenir les fuites sur le site.
- .7 Les matériaux comme la peinture, les apprêts, les abrasifs de sablage, les solvants antirouille, les dégraissants, le coulis ou d'autres produits chimiques ne doivent pas pénétrer dans aucun cours d'eau.
- .8 Élaborer et soumettre au Représentant du Ministère un plan d'intervention d'urgence qui devra être mis en place immédiatement en cas de rejet ou de déversement de sédiments ou d'une substance nocive. Le plan d'urgence devra comprendre les coordonnées de la personne-ressource provinciales en environnement ainsi que celles du Représentant du Ministère.
- .9 S'assurer que les matériaux de construction utilisés dans un cours d'eau ont été manipulés et traités de manière à prévenir le rejet ou le lessivage de substances dans l'eau qui peuvent être nocives pour les poissons.
- .10 En cas de découverte d'un oiseau de mer mazouté, une méthode de manipulation et de rejet des oiseaux marins et migrateurs décrite dans le Protocole sur les oiseaux mazoutés d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) – Service canadien de la faune (SCF), sera mise en œuvre. Une demande de permis doit être obtenue du SCF-ECCC avant la mise en œuvre du présent protocole.

1.16 MANUTENTION DES MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Entreposer et manipuler les matières dangereuses conformément aux règlements, aux codes, aux normes et aux lignes directrices fédéraux et provinciaux applicables. Entreposer dans un emplacement qui prévient les déversements dans l'environnement.
- .2 Étiqueter les contenants conformément aux exigences du SIMDUT et conserver les fiches signalétiques sur place pour toutes les matières dangereuses.
- .3 Tenir un inventaire des matières dangereuses et des déchets dangereux entreposés sur place. Énumérer les articles par nom de produit, quantité et date d'entreposage.

- .4 Entreposer et manipuler les matières inflammables et combustibles conformément au Code National de Prévention des Incendies.
- .5 Les travailleurs qui sont en contact avec des matières dangereuses doivent être munis d'un équipement de protection individuelle, et en avoir l'équipement nécessaire réglementé, et une formation pour savoir comment manipuler les différentes matières dangereuses pour la santé et la sécurité, conformément aux règlements environnementaux.

1.17 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les déchets, les débris de construction et de démolition (c.-à-d., le béton, bois de créosote, acier, matériaux de sol impactés, etc.) et déchets sur le site.
- .2 Éliminer et recycler les débris et les déchets de construction et de démolition conformément au Règlement provincial sur la gestion des déchets et au projet les exigences en matière de gestion des déchets précisées à la section 02 41 16 - Travail de Chantier, Démolition et Enlèvement.
- .3 Ne pas éliminer les déchets dangereux, de matières volatiles (comme les eaux-de-vie minérales, les peintures, les diluants, etc.) et de produits pétroliers dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou sanitaires ou les sites d'enfouissement des déchets.
- .4 Éliminer les déchets dangereux conformément aux règlements, aux codes, aux normes et aux lignes directrices fédéraux et provinciaux applicables.
- .5 Éliminer les débris liés à la construction, y compris les lits d'enfant démolis les matériaux et le bois coupé dans un site d'enfouissement approuvé qui est autorisé à éliminer le bois de créosote ou d'une manière approuvée par la province.
- .6 Ne procéder pas au déversement de matières résiduelles et au nettoyage des camions qu'à l'usine de béton. Respecter les règlements environnementaux et les bonnes pratiques approuvés par le Ministère provincial de l'Environnement et les autres autorités compétentes.
- .7 La végétation écaillée peut être utilisée comme paillis, mais ne doit pas être répandue dans les cours d'eau ou une zone humide.
- .8 Tous les stocks récupérables de bois de créosote doivent être situés au minimum à 500 mètres de tout logement ou puits d'eau et à au moins 100 mètres de tout cours d'eau/milieu humide ou zone écosensible. Toute réserve doit être confinée, hors du sol, sur le territoire domaniale, à moins d'être approuvée par le Représentant du Ministère.
- .9 Les débris qui pénètrent dans le milieu marin doivent être immédiatement récupérés lorsqu'il est sécuritaire de le faire.
- .10 Déchets de béton:
 - .1 Ne pas déverser aucun béton résiduel ou rejeté sur le site.

- .2 Nettoyer immédiatement tout rejet accidentel de béton, sur place, avant la solidification.
- .11 L'entrepreneur doit fournir le manifeste des déchets du matériel de déconstruction au Représentant du Ministère avec la demande de remboursement provisoire.

1.18 QUALITÉ DE L'EAU

- .1 Effectuer les travaux à l'intérieur ou à proximité d'un cours d'eau, de manière à limiter la turbidité et réduire la suspension de sédiments dans l'eau au minimum absolu en tout temps :
 - .1 Maintenir la vitesse de production et l'élan appropriés de l'équipement d'excavation. Faire les ajustements nécessaires et approuvés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Mettre en position d'une manière stratégique, l'équipement d'excavation et les véhicules de transport de façon à éviter les balancements d'eau de matériaux plus fins (déblais de dragage) autant que possible.
- .2 Entrepreneur doit :
 - .1 Utiliser des contrôles opérationnels et techniques appropriés (p. ex., rideau de vase), approuvés par le Représentant du Ministère, aux alentours l'aire de travail ou tel que précisé par le Représentant du Ministère.
- .3 Lorsque les travaux peuvent nuire à la qualité de l'eau à proximité des lignes de prises d'eau, utilisés pour le stockage de homard, les installations de transformation du poisson et les autres utilisateurs du port; planifier les travaux en collaboration avec le Port pour Petits Bateaux, l'Administration Portuaire, les propriétaires d'usines, ce qui doit réduire, au minimum, le brouillage et les répercussions pour les utilisateurs du port, ou à la demande du Représentant du Ministère.
- .4 Veuillez ne pas laver l'équipement à l'intérieur d'une zone tampon, de 30 mètres d'une zone humide, d'un cours d'eau ou d'une zone écosensible identifiée.
- .5 Aux besoins, veuillez installer des mesures efficaces, de contrôle des sédiments, avant de commencer les travaux, pour empêcher l'entrée ou la remise en suspension de sédiments, dans le cours d'eau. Faire l'inspection des mesures de contrôles des sédiments régulièrement, pour s'assurer qu'ils fonctionnent correctement et effectuer toutes réparations nécessaires, lorsqu'il y a des dommages. A la fin de l'utilisation, veuillez retirer ces mesures de contrôle, de manière à empêcher l'évacuation des sédiments.

1.19 QUALITÉ DE L'AIR

- .1 Garder au minimum la poussière et la saleté en suspension dans l'air, résultant des travaux sur le chantier.
- .2 La lutte contre la poussière par l'application d'eau doit être utilisée, au besoin.

Appliquer les mesures de lutte contre la poussière, sur les routes, les stationnements et les aires de travail.

- .3 Faire l'application d'eau sur les surfaces poussiéreuse, tout autre produit indiqué sur le plan d'environnement. Utilisez du matériel ou des machines spécialement conçus à cet effet et appliquez-les en quantité et en fréquence suffisantes pour obtenir un résultat efficace et un contrôle continu de la poussière, tout au long du travail.
- .4 Pour réduire les émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre, mettez en œuvre une politique sur la marche au ralenti qui comprend :
 - .1 L'équipement diesel de construction sera éteint lorsqu'il n'est pas utilisé activement.
 - .2 Les véhicules qui tournent au ralenti, pendant plus que 5 minutes, devront être désactivés. Les échauffements matinaux des véhicules seront limités de 3 à 5 minutes. Une zone de rassemblement sera établie pour les camions en attente de chargement/déchargement afin de minimiser l'exposition du public aux émissions. Les restrictions relatives à la marche, au ralenti, ne s'appliqueront pas lorsque :
 - .1 Le moteur doit alimenter l'équipement auxiliaire (p. ex., treuil, ascenseur, ordinateurs, feux de sécurité, etc.);
 - .2 les conditions météorologiques extrêmes (-10 degrés Celsius ou moins / +30 degrés Celsius ou plus) ou toute autre circonstance où le chauffage ou la climatisation est nécessaire pour la santé et la sécurité des travailleurs
 - .3 Le fabricant de l'équipement d'origine recommande expressément une période de marche au ralenti plus longue pour un fonctionnement normal et efficace du véhicule, auquel cas cette période recommandée ne doit pas être dépassée;
 - .4 L'entretien et le diagnostic des véhicules et de l'équipement;

1.20 HABITAT DES OISEAUX

- .1 Veuillez se familiariser avec la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et s'y conformer (LCOM) en ce qui concerne la protection des oiseaux migrateurs, de leurs œufs, de leurs nids et de leurs petits, lorsqu'ils sont rencontrés sur place et à proximité.
- .2 Veuillez réduire au minimum les perturbations pour tous les oiseaux sur le site et dans les zones adjacentes pendant toute la durée des travaux.
- .3 Veuillez à ce qu'aucun déchet (y compris les déchets alimentaires) ne soit pas laissé dans les zones côtières.
- .4 N'approchez pas des concentrations d'oiseaux de mer, de sauvagine et d'oiseaux de rivage lors de l'ancrage de l'équipement, de l'accès aux quais ou du transport des fournitures.
- .5 Veuillez ne pas utiliser les plages, les dunes, les zones humides côtières et toutes autres zones naturelles ainsi que les zones non perturbées du chantier

pour effectuer des travaux, à moins qu'elles aient été expressément approuvées par le Représentant du Ministère.

- .6 Afin d'éviter le risque de destruction des nids, l'Entrepreneur doit éviter le défrichage de végétation pendant la période la plus critique de la saison de reproduction des oiseaux migrateurs, soit du 1 mai au 31 août.
 - .1 Lorsque le défrichage aurait lieu à l'intérieur du 1 mai jusqu'au 31 août, un biologiste qualifié doit inspecter la perturbation ou la perte possible des activités liées à l'habitat pour s'assurer qu'il n'y aura pas d'effets négatifs sur les oiseaux et la faune.
- .7 Lorsque les nids ou des oisillons d'oiseaux migrateurs ou de rapaces sont rencontrés pendant le travail, arrêter immédiatement le travail dans cette zone et en informer le Représentant du Ministère pour les directives à suivre.
 - .1 Sur le chantier, veuillez ne pas perturber aucune nidification et la végétation avoisinante, avant la fin de la nidification.
 - .2 Réduire au minimum, les travaux à proximité immédiate de ces zones jusqu'à ce que la nidification soit terminée.
 - .3 Le promoteur doit s'assurer que, si un nid ou un poussin d'un oiseau migrateur est détecté dans la zone du projet, les travaux dans la zone doivent : être interrompu et le Service canadien de la faune doit être consulté au (902) 426- 9152.
 - .4 Lorsqu'un nid d'oiseaux migrateurs ou de rapaces est rencontré pendant le travail, le travail à proximité du nid doit être interrompu. Le nid d'emplacement doit être protégé jusqu'à ce que les oisillons aient quitté naturellement la zone, avec une zone tampon appropriée à l'espèce, veuillez consulter les organismes de réglementation appropriés (ECCC-SCF pour les espèces protégées en vertu de la LCOM (Ministère provincial de ressources naturelles pour les rapaces). En règle générale, pour les petits oiseaux terrestres, une zone tampon appropriée pour les activités de défrichage peut être de 10 - 50 m, mitigation additionnel selon le niveau d'activité et l'espèce. Le tampon doit rester en place jusqu'au 31 août ou le moment où les oisillons ont pris leur envol naturellement de la zone. Aucun nid ne doit être marqué, ni l'arbre ou l'arbuste dans lequel il est situé, en utilisant le ruban de signalisation ou autre matériau similaire, ce qui augmente la visibilité du nid et le risque de prédation.
 - .5 Protéger ces zones en suivant les recommandations du Service Canadien de la faune.
 - .6 Le déplacement des navires à proximité des îles de nidification pour les oiseaux de mer et les oiseaux aquatiques devrait se faire à une vitesse constante, en se déplaçant parallèlement au rivage, plutôt que de s'approcher directement de l'île.
 - .7 Les sites d'immersion de dragues peuvent fournir un habitat propice à la nidification au sol et aux oiseaux fouisseurs, y compris les espèces préoccupantes pour la conservation comme l'Engoulevent d'Amérique et l'Hirondelle de rivage. Pendant la saison de reproduction, il est important que les nids ne soient pas perturbés par des mesures de prévention et de contrôle de l'érosion ou par des activités d'excavation et de construction. Si les stocks se trouvent sur place ou seront sur place, toute perturbation

de ces stocks de drague doit être entreprise pendant la période de nidification régionale des oiseaux migrateurs, des recherches de nidification doivent être entreprises par un observateur expérimenté avant les activités de construction. et tout nid découvert doit être protégé par une zone tampon appropriée pour l'espèce.

- .8 Des travaux intrusifs menés dans un habitat potentiel de nidification d'oiseaux migrateurs devraient être planifiés pour éviter la période de nidification d'oiseaux migrateurs régionaux. Dans les provinces maritimes, la période de nidification régionale s'étend de la mi-avril à la fin août.

1.21 PROTECTION DES POISSONS

- .1 Veuillez à ce que toutes les activités dans l'eau ou les structures connexes dans l'eau, ne nuisent pas au passage des poissons, ne réduisent pas la largeur du chenal ou ne réduisent pas le flux.
- .2 Filtrer les prises d'eau ou les tuyaux de sortie pour empêcher l'entraînement ou l'impact sur le poisson. L'entraînement se produit lorsqu'un poisson est aspiré dans l'eau, prise d'eau et ne peut pas s'échapper. Il y a impact lorsqu'un poisson piégé est maintenu en contact avec l'écran d'admission et n'est pas capable de se libérer.
- .3 Tenir le registre d'assurance à jour, d'un projet à l'autre. Sur demande, soumettre le registre au Représentant du Ministère pour l'examen.
- .4 L'Entrepreneur ne doit pas effectuer de nettoyage et de lavage dans une zone tampon de 30 mètres d'une zone humide, d'un cours d'eau ou d'une autre zone écosensible identifiée. Veillez respecter les exigences et les recommandations de Pêches et Océans Canada - Programme et protection des pêches pour le nettoyage et le lavage de l'équipement.
- .5 L'introduction de substances nocives dans un cours d'eau n'est pas autorisée.
- .6 Effectuer les travaux dans un cours d'eau, pendant les périodes à faible débit ou à marée basse afin de réduire d'avantage, le risque pour les poissons et leur habitat, ou de permettre aux travaux dans l'eau d'être isolés des flux.
- .7 Les activités de travail doivent respecter toutes les conditions de l'autorisation en vertu de la Loi sur les pêches ou de la lettre d'avis émise par Pêches et Océans Canada. Une copie de l'autorisation en vertu de la Loi sur les pêches doit être conservée sur place en tout temps.

1.22 ESPÈCES ENVAHISSANTES

- .1 Afin de réduire au minimum les risques de contamination de l'habitat du poisson et de propagation d'espèces aquatique envahissantes, tout l'Équipement de construction qui sera immergé dans l'eau, dans un cours d'eau, ou ayant la

possibilité de venir en contact avec cette eau, au cours des travaux, doit être nettoyé et lavé pour s'assurer qu'ils sont exempts de croissance marine et d'espèces exotiques, avant la mobilisation sur le site.

- .1 L'équipement comprend : les bateaux, les barges, les grues, les excavatrices, les camions de transport, les pompes, les conduites et d'autres outils, divers équipements déjà utilisés en milieu de travail marin.
 - .2 Le nettoyage et le lavage de l'équipement doivent être effectués immédiatement à leur arrivée sur le site et avant leur utilisation dans le plan d'eau ou au-dessus de celui-ci.
- .2 Effectuer les opérations de nettoyage et le lavage suivant:
- .1 Gratter et enlever la forte accumulation de boue et l'éliminer de façon appropriée.
 - .2 Laver toutes les surfaces de l'équipement à l'aide d'une source d'eau douce, sous pression.
 - .3 Suivre immédiatement avec l'application d'un enduit pulvérisé lourd de vinaigre non dilué ou autre agent nettoyant approuvé pour l'environnement éliminer complètement toute matière végétale, les animaux et les sédiments.
 - .4 Vérifier et enlever toutes les matières végétales, animales et sédimentaires de toutes les cales et de tous les filtres.
 - .5 Égoutter l'eau stagnante de l'équipement, et en laisser sécher complètement avant de l'utiliser.
 - .6 Après avoir retiré l'eau, égoutter l'eau stagnante de l'équipement et laisser l'équipement sécher complètement avant de l'enlever du site.
- .3 Registre d'assurance:
- .1 Tenir un registre permanent, de l'utilisation passée et actuelle, et des lavages de tout l'équipement pour illustrer les mesures d'atténuation prises contre la contamination de l'habitat du poisson et par des espèces exotiques.
 - .2 Inscrire les données dans un journal de bord relié à une couverture rigide, notamment:
 - .1 Date et lieu où l'équipement a déjà été utilisé dans un cours d'eau ou une zone humide
 - .1 Type de travail effectué.
 - .2 Dates de lavage pour chaque pièce d'équipement.
 - .3 Méthode de nettoyage et les agents de nettoyage utilisés.Tenir le registre d'assurance à jour d'un projet à l'autre. Sur demande, soumettre le registre au Représentant du Ministère pour examen.
 - .3 Le Représentant du Ministère a le droit de faire la demande d'une inspection vidéo de l'équipement, y compris des coques, afin de s'assurer qu'il ne contient aucune plantes marines, ni d'espèces exotiques, avant la mobilisation sur le site.

1.23 ARCHÉOLOGUE

- .1 Tout le personnel de construction est responsable de signaler tout matériel culturel, qui peut être des ressources archéologiques, mis à jour pendant la construction par le superviseur de la construction. Disant que la découverte est considérée comme une ressource archéologique, le superviseur de construction doit : immédiatement arrêter les travaux à proximité de la découverte et en informer le Représentant du Ministère.
- .2 Si un élément d'importance archéologique et/ou historique (une ressource archéologique) est découvert au cours des travaux, les travaux dans le secteur sera arrêté immédiatement et le Représentant du Ministère sera contacté ainsi que l'unité provinciale des services archéologiques.
 - .1 Personne Ressource pour la Direction des Service Archéologiques de la Province du Nouveau-Brunswick, Tricia Jarratt, au (506)238-3512.
- .3 Aux alentours de la découverte archéologique, les travaux ne peuvent pas reprendre, sans avoir l'autorisation du Représentant du Ministère, qui devra avoir reçu l'approbation de l'autorité provinciale.
- .4 Lorsqu'une découverte de restes humains possibles ou de preuves possibles d'inhumations humaines, les travaux cesseront immédiatement. Disant qu'il y a une découverte est potentielle, mais ne s'agit pas de restes humains, veuillez communiquer avec le Représentant du Ministère, ainsi qu'avec l'unité des Services Archéologiques de la Province du Nouveau-Brunswick. Disant que, les matériaux découverts sont sans aucun doute des restes humains, le Représentant du Ministère ou le superviseur de la construction communiquera immédiatement avec l'organisme d'application de la loi le plus proche. Jusqu'à preuve au contraire, les restes humains éventuels doivent être traités comme des preuves d'un cadavre d'une enquête criminelle. Si les restes humains éventuels sont trouvés dans le seau d'équipement lourd, le seau ne doit pas être vidé, car les preuves physiques peuvent être détruites par cette action. La section de travail devrait être immédiatement désignée « hors de limite » pour tout le personnel et le public. Selon les conditions météorologiques et autres, les restes humains potentiels devraient être protégés de façon non intrusive, par exemple en les recouvrant d'une toile ou d'une bâche de toile (de préférence non plastique).

1.24 PLAN DE CONTROLE DE L'ÉROSION ET DES SEDIMENTS PROPRES AU SITE

- .1 L'entrepreneur est responsable de l'élaboration d'un plan de contrôle pour la mitigation d'érosion et de sédimentation expressément pour ce contrat, pour le contrôle qui réduit au minimum le risque de sédiments du plan d'eau pendant toutes les phases des travaux. Le plan doit être présenté conformément à la section 01 33 00, pour l'examen par le Représentant du Ministère. L'Entrepreneur doit mettre des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments, doit en faire la maintenance jusqu'à ce que tous les sols perturbés aient été stabilisés de façon permanente, et que les sédiments en suspension se soient pas réinstallés dans le lit du plan d'eau ou le bassin de décantation ainsi que les eaux de ruissellement sont clairs.

Le plan devrait, en cas échéant, inclure:

- .1 Au besoin, pour des mesures de contrôle des sédiments efficaces (p.ex., clôture à vase, barrages de contrôle) doivent être une première étape de la construction séquence pour empêcher l'entrée ou la remise en suspension de sédiments dans le plan d'eau. Des notes sur l'inspection, les réparations et les prélèvements sont présentées ci-dessous.
- .2 Inspecter régulièrement les mesures de contrôle des sédiments pour s'assurer qu'elles fonctionnent correctement et faire toutes les réparations nécessaires en cas de dommages. À la fin de l'utilisation, retirer ces mesures de contrôle de manière à empêcher les sédiments sédimentés de s'échapper.
- .3 Mesures de gestion de l'eau qui s'écoule sur le site, ainsi que de l'eau qui est pompée ou détournée du chantier, de manière à filtrer les sédiments avant que l'eau ne peut pas pénétrer dans un plan d'eau. Par exemple, le pompage ou le détournement de l'eau vers une zone végétalisée, la construction d'un tassement pour bassin ou un autre système de filtration. L'eau sera pompée dans un bassin à sédiments ou dans un sac filtrant pour assurer que la concentration de la quantité de sédiments rejetée est inférieure aux critères réglementés, avant d'atteindre un plan d'eau.
- .4 Mesures d'isolement du site (p. ex., flèche de limon ou rideau de limon) pour contenir les sédiments en suspension. Il faudra comprendre des mesures pour les stocks de matières (p.ex., bâches)
- .5 Mesures de confinement et de stabilisation des déchets (p. ex., déblais de dragage, déchets et matériaux de construction, déchets forestiers commerciaux, plantes aquatiques déracinées ou coupées, débris accumulés) au-dessus de la marque d'eau élevée des plans d'eau avoisinants pour empêcher la rentrée.
- .6 Description de l'approche de gestion des impacts potentiels sur l'environnement local, y compris les rideaux de limon, les clôtures à sédiments, les balles de foin, le traitement, etc.
- .7 Méthodologie de surveillance des conditions météorologiques, notamment les pluies et les tempêtes, et modification du plan de travail pour les conditions météorologiques défavorables.

1.25 MESURES D'ATTÉNUATION PENDANT LES COULÉES DE BÉTON

- .1 Le coulage du béton devrait s'arrêter durant des pluies modérées à fortes de 2,6 à 7,6 mm/h ou plus comme mesure de prévention pour le lessivage des contaminants dans le milieu aquatique.
- .2 Lorsque des travaux de remplacement du béton sont nécessaires sur les structures, des étagères en bois seront placées à côté de la taille pour empêcher le béton de tomber dans l'eau, ou un batardeau sera construit pour entourer la zone de travail.
- .3 Pendant les réparations sous l'eau de la coulée en béton et du pilier, le béton doit être entièrement durci avant que les coffrages soient enlevés et que la réparation soit exposée au courant d'eau.
- .4 Les formulaires auront des coins calfeutrés pour prévenir les fuites.

- .5 Des panneaux d'éclaboussure seront utilisés pendant la coulée pour empêcher la matière de pénétrer dans le milieu aquatique.
- .6 Tout rejet accidentel de béton sera éliminé avant la solidification.
- .7 Les travaux cesseront jusqu'à ce que le déversement soit maîtrisé et que la source de la fuite puisse être identifiée.
- .8 L'Entrepreneur doit informer le Représentant du Ministère de tout déversement accidentel de béton dans les eaux poissonneuses et communiquer immédiatement avec les organismes de réglementation fédéraux et provinciaux.

1.26 MESURES D'ATTÉNUATION AVANT ET PENDANT LE DYNAMITAGE

- .1 Sauf si le contrat l'exige, éviter d'utiliser des explosifs dans l'eau ou à proximité de celle-ci. L'utilisation d'explosifs dans l'eau ou à proximité de l'eau produit des ondes de choc qui peuvent endommager la vessie d'un poisson et rompre les organes internes. Les vibrations de dynamitage peuvent également tuer ou endommager les œufs ou les larves de poisson.
- .2 Si des explosifs sont requis dans le cadre d'un projet (p. ex., enlèvement de structures comme des piliers, des pieux, des semelles, dragage de catégorie A, enlèvement d'obstacles comme des barrages de castors, ou prise d'eau), les effets potentiels sur le poisson et son habitat devraient être réduits au minimum par la mise en œuvre des mesures suivantes :
 - .1 Placer des tapis de dynamitage au-dessus des trous pour minimiser la dispersion des débris de dynamitage autour de la zone.
 - .2 Ne pas utiliser d'explosifs à base de nitrate d'ammonium dans l'eau ou à proximité en raison de la production de sous-produits toxiques.
 - .3 Retirer tous les débris de dynamitage et tout autre équipement ou produit connexe de la zone de dynamitage.
 - .4 Les activités de dynamitage doivent être menées conformément à la Loi sur les explosifs et aux règlements fédéraux. Pour de plus amples renseignements, voir : Wright, D.G., et G.E. Hopky. 1998. Guidelines for the use of explosives in or near Canadian fisheries waters. Can. Tech. Rep. Fish. Aquat. Sci. 2107 : iv + 34p.
 - .5 Dans la mesure du possible, entreposer les agents de dynamitage hors site dans une installation approuvée, en n'apportant que la quantité nécessaire sur place pour une journée de travail.
 - .6 Il ne doit pas y avoir d'oiseaux plongeurs à moins de 100 m de l'eau libre pendant le dynamitage. Le dynamitage ne doit pas avoir lieu lorsqu'une espèce de la LEP inscrite comme étant en voie de disparition par le COSEPAC ou une espèce aviaire inscrite comme étant menacée ou préoccupante se trouve à moins de 250 m du lieu de travail. Le dynamitage peut reprendre lorsque les espèces aviaires en péril ont naturellement quitté la région. La zone sera inspectée avant le dynamitage pour s'assurer qu'il n'y a pas de nids d'oiseaux sur la roche avant le dynamitage. Si les nids sont identifiés, le dynamitage ne doit pas commencer avant que tous les oiseaux aient pris leur envol et quitté le nid.
 - .7 L'entrepreneur retiendra les services d'une entreprise spécialisée pour effectuer un levé sismographique avant le début de l'excavation de la roche,

afin de déterminer le maximum des charges qui peuvent être utilisées à différents endroits dans la zone d'excavation ou de dragage. Après le sondage, un rapport complet détaillant les exigences en matière de contrôle tout au long du projet sera envoyé au Représentant du Ministère avant le début du dynamitage. Le rapport ou toute partie de celui-ci ne dépassera pas les exigences de l'autorité locale compétente, à moins que les exigences de rapport soient plus conservatrices.

- .8 Des relevés préalables au dynamitage doivent être effectués dans tous les puits résidentiels environnants à moins de 250m avant tout dynamitage au port. Avant le dynamitage, des données de référence sur la qualité de l'eau (équivalentes à l'analyse des emballages et des bactéries DENV *I du N.-B.) seront recueillies dans tous les puits situés à moins de 600 m de toute zone où le dynamitage aura lieu. Un programme de surveillance de la qualité de l'eau sera mis en œuvre à proximité des wagons de homard dans le bassin adjacent pendant le dragage et peut-être pendant le dynamitage. Les niveaux de turbidité ne doivent pas dépasser 25mg/L les niveaux de fond.
- .3 Il est interdit d'utiliser des explosifs avant de soumettre un plan de dynamitage et un levé sismographique à l'examen du Représentant du Ministère.

1.27 RESTRICTIONS SOCIO-ECONOMIQUES

- .1 Respecter les règlements municipaux et provinciaux pour toute restriction sur les travaux effectués pendant la nuit et sur l'éclairage des crues du site. Veillez obtenir les permis nécessaires.
- .2 Placez les feux de crue dans la direction opposée des zones résidentielles et commerciales adjacentes.
- .3 L'équipement de travail et la machinerie doivent être munis de silencieux spécialement conçus pour réduire le bruit sur le site, au niveau le plus bas possible. Maintenir les silencieux en bon état de fonctionnement en tout temps.
- .4 Il faut éviter d'utiliser des voyants lumineux à combustion solide ou à pulsation lente la nuit. Il faut au moins utiliser des voyants stroboscopiques pendant la nuit, l'intensité et le nombre minimal d'éclairs par minute (durée la plus longue entre les bouffées) permis par Transports Canada, sont recommandés. Les lumières doivent complètement s'éteindre entre les éclairs.
- .5 Les lumières LED doivent être utilisés aux places de d'autres types de lumières, dans la mesure du possible. Les lumières LED sont moins enclins à l'intrusion de la lumière (c'est-à-dire, qu'ils dirigent mieux la lumière, là où elle doit être et ne la diffusent pas dans la zone environnante).
- .6 Les sons tels que les coups de sifflet et les cornes seront limités ou remplacés, dans la mesure du possible, par des communications radio.

1.28 AFFICHAGE DE DOCUMENTS

- .1 Veiller à ce que les articles, avis et ordres applicables soient affichés, bien à la vue sur place, conformément aux lois et règlements de la province compétente

et en consultation avec le Représentant du Ministère.

- .2 S'assurer que le permis de dragage est conservé sur place en tout temps.

1.29 ÉLIMINATION DES DÉBLAIS DE DRAGAGE À TERRE

- .1 Les articles comme les pneus en caoutchouc, les bouteilles, les canettes et les autres débris ou déchets doivent être enlevés du lieu d'élimination après le remarquèrent. Le fait de ne pas enlever ces débris peut constituer une infraction en vertu des règlements applicables.
- .2 Contrôler le ruissellement de l'eau contenant des matières en suspension ou d'autres substances nocives les substances conformément aux exigences de toutes les autorités fédérales, provinciales et municipales compétentes.

FIN DE LA SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SOMMAIRE

- .1 Exécuter les travaux conformément au Code National du Bâtiment du Canada (CNB), y compris les modifications jusqu'à la date de clôture de l'appel d'offres et d'autres codes d'application provinciale ou locale, à condition qu'en cas de conflit ou de divergence, des exigences plus strictes s'appliquent.
- .2 Respecter ou dépasser les exigences de :
 - .1 Documents contractuels.
 - .2 Normes, codes et documents de référence précisés.

1.02 ENVIRONNEMENT SANS FUMÉE

- .1 Les restrictions concernant les fumeurs de même que les règlements municipaux doivent être respectés.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 Comité canadien des documents de construction (CCDC)
 - .1 CCDC 2-94, Contrat à prix stipulé.

1.02 INSPECTION

- .1 Le Représentant du Ministère doit avoir accès aux ouvrages. Lorsqu'une partie des travaux ou des ouvrages est exécutée à l'extérieur du chantier, l'accès à cet endroit doit également lui être assuré pendant toute la durée de ces travaux.
- .2 Dans le cas où des ouvrages doivent être soumis à des inspections, à des approbations ou à des essais spéciaux commandés par le Représentant du Ministère ou exigés aux termes de règlements locaux visant le chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Lorsque l'Entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, aux approbations ou aux essais spéciaux requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, voir à l'exécution des inspections ou des essais requis à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans son état initial.
- .4 Le Représentant du Ministère peut ordonner l'inspection de toute partie de l'ouvrage dont la conformité aux Documents Contractuels est mise en doute. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des Documents Contractuels, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation.

1.03 ORGANISMES D'ESSAI ET D'INSPECTION INDÉPENDANTS

- .1 Le Représentant du Ministère se chargera de retenir les services d'organismes d'essai et d'inspection indépendants. Le coût de ces services sera assumé par le Représentant du Ministère.
- .2 Fournir les matériels nécessaire par les organismes désignés, pour la réalisation des essais et des inspections.
- .3 Le recours à des organismes d'essai et d'inspection ne dégage aucunement l'Entrepreneur de sa responsabilité concernant l'exécution des travaux conformément aux exigences des Documents Contractuels.
- .4 Lorsque des défauts sont relevés au cours des essais et/ou des inspections, l'organisme désigné exigera une inspection plus approfondie et/ou des essais additionnels pour définir avec précision la nature et l'importance de ces défauts. L'Entrepreneur devra corriger les défauts et les imperfections selon les directives du Représentant du Ministère, sans frais additionnels pour le Représentant du Ministère, l'Entrepreneur doit assumer le coût des essais et des

inspections qui devront être effectués après ces corrections.

1.04 ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Permettre aux organismes d'essai et d'inspection d'avoir accès au chantier ainsi qu'aux ateliers de fabrication et de façonnage situés à l'extérieur du chantier.
- .2 Collaborer avec ces organismes et prendre toutes les mesures raisonnables pour qu'ils disposent des moyens d'accès voulus.

1.05 PROCÉDURES

- .1 Aviser d'avance l'organisme approprié et le Représentant du Ministère lorsqu'il faut procéder à des essais afin que toutes les parties en cause puissent être présentes.
- .2 Soumettre les échantillons et/ou les matériaux/matériels nécessaires aux essais selon les prescriptions du devis, dans un délai raisonnable et suivant un ordre prédéterminé afin de ne pas retarder l'exécution des travaux.
- .3 Fournir la main-d'œuvre et les installations nécessaires pour prélever et manipuler les échantillons et les matériaux/matériels sur le chantier. Prévoir également l'espace requis pour l'entreposage et le durcissement des échantillons.

1.06 OUVRAGES OU TRAVAUX REJETÉS

- .1 Enlever les éléments défectueux jugés non conformes aux Documents Contractuels et rejetés par le Représentant du Ministère, soit parce qu'ils n'ont pas été exécutés selon les règles de l'art, soit parce qu'ils ont été réalisés avec des matériaux ou des produits défectueux, et ce, même s'ils ont déjà été intégrés à l'ouvrage. Remplacer ou refaire les éléments en question selon les exigences des Documents Contractuels.
- .2 Dans un cas échéant, réparer sans délai les ouvrages des autres entrepreneurs qui ont été endommagés lors des travaux de réfection ou de remplacement susmentionnés.
- .3 Lorsqu'il y a un avis par le Représentant du Ministère de travaux rejetés, il n'est pas opportun de réparer les ouvrages défectueux ou jugés non conformes aux Documents Contractuels, le Maître de l'ouvrage déduira du prix contractuel la différence de valeur entre l'ouvrage exécuté et celui prescrit dans les Documents Contractuels, le montant de cette différence étant déterminé par le Représentant du Ministère.

1.07 RAPPORTS

- .1 Soumettre une copie électronique des rapports d'inspection et d'essai au Représentant du Ministère.
- .2 Fournir des copies aux sous-traitants des travaux inspectés ou mis à l'essai.

1.08 ESSAIS ET MODÈLES DE MÉLANGE

- .1 Fournir les résultats des essais et les modèles de mélange comme demandé.
- .2 Le coût des essais et de la conception des mélanges au-delà de ce qui est exigé dans les documents contractuels ou de ce qui est exigé par la loi sur le lieu de travail sera évalué par le Représentant du Ministère et pourra être autorisé à recouvrer.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 U.S. Environmental Protection Agency (EPA) / Office of Water
 - .1 EPA 832R92005, Storm Water Management for Construction Activities: Developing Pollution Prevention Plans and Best Management Practices.

1.02 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE POUR APPROBATION/ INFORMATION

- .1 Fournir les documents conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à Soumettre.

1.03 MISE EN PLACE ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Prévoir les moyens d'utilisation nécessaires des services d'utilités temporaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.04 ASSÈCHEMENT DU TERRAIN

- .1 Prévoir les installations temporaires d'assèchement et d'écoulement nécessaires pour maintenir les excavations et le terrain exempts d'eau stagnante.

1.05 ALIMENTATION DE L'EAU

- .1 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement.

1.06 ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE

- .1 Prendre les dispositions nécessaires pour raccorder le réseau à celui de l'entreprise d'utilité concernée, et assumer tous les frais d'installation, d'entretien et de débranchement.
- .2 L'alimentation électrique des grues et des autres appareils fonctionnant sous un courant aux caractéristiques supérieures à celles qui sont mentionnées au paragraphe précédent sera fournie par l'Entrepreneur.
- .3 Assurer l'éclairage temporaire des lieux pendant toute la durée des travaux et veiller à l'entretien du réseau.

1.07 INSTALLATION DE TÉLÉCOMMUNICATIONS TEMPORAIRES

- .1 L'Entrepreneur doit fournir les installations temporaires de télécommunications, notamment les téléphones, les télécopieurs, les systèmes de traitement des données, y compris les lignes, et le matériel nécessaires, destinés à son propre

usage et à l'usage du Représentant du Ministère; l'Entrepreneur doit assurer le raccordement de ces installations aux réseaux principaux et assumer les coûts de tous ces services.

1.08 PROTECTION INCENDIE

- .1 Fournir le matériel de protection incendie exigé par les compagnies d'assurance compétentes et par les codes et les règlements en vigueur, et en assurer l'entretien.
- .2 Il est interdit de brûler des matériaux de rebut et des déchets de construction sur le chantier.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 MOYENS TEMPORAIRES DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

- .1 Mettre en place des moyens temporaires de lutte contre l'érosion et le dépôt de sédiments, destinés à prévenir la perte de sol pouvant résulter du ruissellement des eaux pluviales ou de l'érosion par le vent, et l'entraînement de ce sol sur les propriétés et voies piétonnes adjacentes. Ces moyens doivent être conformes aux exigences des autorités compétentes, qui est conforme à la norme EPA 832/R-92-005 ou aux exigences des autorités compétentes, selon ce qui est le plus rigoureux.
- .2 Inspecter les moyens de lutte mis en place, en assurer l'entretien et les réparer au besoin jusqu'à ce que la végétation permanente soit bien établie.
- .3 Enlever les moyens de lutte au moment opportun et remettre en état et stabiliser les surfaces remuées au cours de ces travaux.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Office des normes générales du Canada (CGSB)
 - .1 CGSB 1.59-97, Peinture-émail d'extérieur, brillante, aux résines alkydes.
 - .2 CAN/CGSB 1.189-00, Peinture d'impression, d'extérieur, aux résines alkydes, pour le bois.
- .2 Groupe CSA (CSA)
 - .1 CSA-O121-FM1978(C2003), Contre-plaqué en sapin de Douglas.
- .3 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)-ID : R0202D, Titre : Conditions générales 'C', en vigueur le : 14 mai 2004.

1.02 MISE EN PLACE ET ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les ouvrages d'accès et de protection temporaires nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'enlever du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.03 GARDE-CORPS ET BARRIÈRES

- .1 Fournir des garde-corps et des barrières rigides et sécuritaires et en installer autour des excavations profondes.
- .2 Fournir et installer ces éléments conformément aux exigences des autorités compétentes selon les indications.

1.04 VOIES D'ACCÈS AU CHANTIER

- .1 Aménager les voies, les chemins, les rampes et les traverses piétonnes nécessaires pour accéder au chantier.

1.05 CIRCULATION ROUTIÈRE

- .1 Retenir les services de signaleurs compétents et prévoir les dispositifs et les fusées de signalisation, les barrières, les feux et les luminaires nécessaires pour l'exécution des travaux et la protection du public.

1.06 VOIES D'ACCÈS POUR VÉHICULES D'URGENCE

- .1 Assurer un accès au chantier pour les véhicules d'urgence et prévoir à cet égard des dégagements en hauteur suffisants.

1.07 PROTECTION DES PROPRIÉTÉS PUBLIQUES ET PRIVÉES AVOISINANTES

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.

1.08 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets en vue de leur recyclage, conformément à la section 01 74 21 - GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Comité canadien des documents de construction (CCDC)
 - .1 CCDC 2-94, Contrat à prix stipulé.
- .2 Les références aux normes pertinentes peuvent être faites dans chaque section du devis.
- .3 Se conformer à ces normes de référence, en tout ou en partie, conformément aux spécifications.
- .4 Lorsqu' il subsiste un doute quant à la conformité de certains produits ou systèmes aux normes pertinentes, le Représentant du Ministère se réserve le droit d'en faire la vérification, par des essais.
- .5 Les frais occasionnés par ces essais seront assumés par le Représentant du Ministère, si les produits ou les systèmes sont conformes aux Documents Contractuels, sinon ils devront être assumés par l'Entrepreneur, si les produits ne sont pas conformes.

1.02 QUALITÉ

- .1 Les produits, les matériaux, les appareils et les pièces utilisés pour l'exécution des travaux doivent être neufs, en parfait état et de la meilleure qualité pour les fins auxquelles ils sont destinés. Au besoin, fournir une preuve établissant la nature, l'origine et la qualité des produits fournis.
- .2 Les produits trouvés défectueux avant la fin des travaux seront refusés, quelles que soient les conclusions des inspections précédentes. Les inspections n'ont pas pour objet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités, mais simplement de réduire les risques d'omission ou d'erreur. L'Entrepreneur devra assurer l'enlèvement et le remplacement des produits défectueux à ses propres frais, et il sera responsable des retards et des coûts qui en découlent.
- .3 Lorsqu'il y a un cas de conflit quant à la qualité ou à la convenance des produits, seul le Représentant du Ministère pourra trancher la question en se fondant sur les exigences des Documents Contractuels.
- .4 Favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant, sauf indication contraire dans le devis.
- .5 Les étiquettes, les marques de commerce et les plaques signalétiques permanentes posées en évidence sur les produits mis en œuvre ne sont pas acceptables, sauf si elles donnent une instruction de fonctionnement ou si elles sont posées sur du matériel installé dans des locaux d'installations mécaniques ou électriques.

1.03 FACILITÉ D'OBTENTION DES PRODUITS

- .1 Immédiatement après la signature du contrat, prendre connaissance des exigences relatives à la livraison des produits et prévoir tout retard éventuel. Lorsqu'il y a des retards dans la livraison des produits sont prévisibles, en aviser le Représentant du Ministère afin que des mesures puissent être prises pour leur substituer des produits de remplacement ou pour apporter les correctifs nécessaires, et ce, suffisamment à l'avance pour ne pas retarder les travaux.
- .2 Lorsque le Représentant du Ministère n'a pas été avisé des retards de livraison prévisibles, au début des travaux, et qu'il semble probable que l'exécution des travaux s'en trouvera retardée, le Représentant du Ministère se réserve le droit de substituer aux produits prévus, d'autres produits comparables qui peuvent être livrés plus rapidement, sans que le prix du contrat en soit augmenté.

1.04 ENTREPOSAGE, MANUTENTION ET PROTECTION DES PRODUITS

- .1 Manipuler et entreposer les produits d'une manière à éviter de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant, le cas échéant.
- .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer aux travaux.
- .3 Les produits susceptibles d'être endommagés par les intempéries doivent être conservés sous une enceinte à l'épreuve de celles-ci.
- .4 Les liants hydrauliques ne doivent pas être déposés directement sur le sol ou sur un plancher en béton, et ne doit pas être en contact avec les murs.
- .5 Le sable destiné à être incorporé dans les mortiers et les coulis doit demeurer sec et propre. Le stocker sur des plates-formes en bois et le couvrir de bâches étanches pour mauvais temps.
- .6 Déposer le bois de construction ainsi que les matériaux en feuilles, sur des supports rigides, plats, pour qu'ils ne se reposent pas directement sur le sol. Veuillez donner une faible pente afin de favoriser l'écoulement de l'eau de condensation.
- .7 Entreposer et mélanger les produits de peinture dans un local chauffé et bien aéré. Tous les jours, enlever les chiffons huileux et les autres déchets inflammables des lieux de travail. Prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les risques de combustion spontanée.
- .8 Remplacer sans frais supplémentaires les produits endommagés, à la satisfaction du Représentant du Ministère.

1.05 TRANSPORT

- .1 Payer les frais de transport des produits requis pour l'exécution des travaux.

1.06 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf prescription contraire dans le devis, installer ou mettre en place les produits selon les instructions du fabricant. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits. Veuillez obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites.
- .2 Le Représentant du Ministère doit être avisé par écrit, de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, de manière qu'il puisse prendre les mesures appropriées.
- .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le Représentant du Ministère peut exiger, sans que le prix du contrat soit augmenté, l'enlèvement et la réinstallation des produits qui ont été mis en place ou installés incorrectement.

1.07 QUALITÉ D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

- .1 La mise en œuvre doit être de la meilleure qualité possible, et les travaux doivent être exécutés par des ouvriers de métier, qualifiés dans leurs disciplines respectives. Veuillez aviser le Représentant du Ministère si les travaux à exécuter sont tels qu'ils ne permettront vraisemblablement pas d'obtenir les résultats escomptés.
- .2 Ne pas embaucher de personnes non qualifiées ou n'ayant pas les dispositions requises pour exécuter les travaux qui leur sont confiés. Le Représentant du Ministère se réserve le droit d'interdire l'accès au chantier de toute personne jugée incompétente ou négligente.
- .3 Seul le Représentant du Ministère peut régler les litiges concernant la qualité d'exécution des travaux et les compétences de la main-d'œuvre, et sa décision est irrévocable.

1.08 COORDINATION

- .1 Veiller assurer la coopération des travailleurs dans la préparation des travaux. Maintenir une supervision efficace et continue.
- .2 Être responsable de la coordination et de l'emplacement des ouvertures, des manchons et des accessoires.

1.09 REMISE EN ÉTAT

- .1 Exécuter les travaux de remise en état requis pour réparer ou pour remplacer les parties ou les éléments de l'ouvrage trouvés défectueux ou inacceptables. Coordonner les travaux à exécuter sur les ouvrages contigus touchés, selon les besoins.
- .2 Les travaux de remise en état doivent être réalisés par des spécialistes connaissant les matériaux et les matériels utilisés; ces travaux doivent être exécutés d'une manière qu'aucune partie de l'ouvrage soit endommagée ou risque de l'être.

1.10 EMPLACEMENT DES APPAREILS

- .1 L'emplacement indiqué pour les appareils, les prises de courant et les autres matériels électriques ou mécaniques doit être considéré comme approximatif.
- .2 Veuillez informer le Représentant du Ministère de tout problème pouvant être causé par le choix de l'emplacement d'un appareil et procéder à l'installation suivant ses directives.

1.11 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS

- .1 Sauf indication contraire, fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément à assujettir.
- .2 Veuillez éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente.
- .3 Utiliser des attaches et des ancrages en acier galvanisé à chaud non corrosifs pour fixer les travaux extérieurs, à moins que l'acier inoxydable ou d'autres matériaux ne soient expressément demandés dans la section des spécifications visée.
- .4 Placer les ancrages à l'intérieur de la limite de charge individuelle ou de la capacité de cisaillement et veuillez s'assurer qu'ils fournissent un ancrage permanent positif. Le bois, ou tout autre matériau organique comme bouchons ne sont pas acceptables.
- .5 Utiliser le moins possible des fixations apparentes; les espacer de façon uniforme et les poser avec soin.
- .6 Les pièces de fixation qui pourraient causer l'effritement ou la fissuration de d'un élément avec lequel elles sont ancrées seront refusées.

1.12 RÉSEAUX D'UTILITÉS EXISTANTS

- .1 Lors de l'entrée par effraction ou de la connexion à des services publics ou à des services existants, exécuter les travaux à des moments prescrits par les autorités locales, en dérangeant le moins possible les travaux et/ou les occupants du quai et la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Protéger, déplacer ou maintenir les services actifs existants. Lorsque des services sont rencontrés, plafonner d'une manière approuvée par l'autorité compétente. Jalonner et enregistrer l'emplacement du service plafonné.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

TPSGC	EXIGENCES GÉNÉRALES	SECTION 01 61 00
CONSTRUCTION D'UNE	CONCERNANT LES PRODUITS	PAGE 5
NOUVELLE CELLULE DE		
RÉTENTION		
QUAI DE LAMÈQUE		
COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.		
NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001		

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 Comité canadien des documents de construction (CCDC)
 - .1 CCDC 2-94, Contrat à prix stipulé.
- .2 Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA)-ID : R0202D, Title : Conditions générales "C", en vigueur le : 14 mai 2004.

1.02 PROPRETÉ DU CHANTIER

- .1 Garder le chantier propre et exempt de toute accumulation de débris et de matériaux, de rebut, sauf ceux générés par le Maître de l'ouvrage ou par les sous-traitants.
- .2 Enlever les débris de construction et les matériaux de rebut hors du chantier quotidiennement, à des heures prédéterminées, ou les enlever du chantier selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .3 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .4 Fournir des conteneurs sur place pour la collecte des déchets et des débris
- .5 Fournir et utiliser des bacs distincts marques pour le recyclage. Voir la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets.
- .6 Éliminer les débris et les matériaux de rebut à un endroit désigné sur un terrain de la couronne, hors du chantier.
- .7 Entreposer les déchets volatils dans des contenants métalliques couverts et les retirer des lieux à la fin de chaque journée de travail.
- .8 Assurer une ventilation adéquate pendant l'utilisation de substances volatiles ou nocives. L'utilisation de systèmes de ventilation des bâtiments n'est pas autorisée à cette fin.
- .9 Utiliser uniquement le matériel de nettoyage recommandé par le fabricant de la surface à nettoyer et recommandé par le fabricant du matériel de nettoyage.
- .10 Planifier les opérations de nettoyage de façon à ce que la poussière, les débris et les autres contaminants qui en résultent ne tombent pas sur les surfaces mouillées nouvellement peintes ni sur les systèmes du bâtiment.

1.03 NETTOYAGE FINAL

- .1 Lorsque les travaux se rendent à l'achèvement substantiel, veuillez enlever les matériaux en surplus, les outils ainsi que l'équipement et les matériels de

**CONSTRUCTION D'UNE
NOUVELLE CELLULE DE
RÉTENTION****QUAI DE LAMÈQUE****COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.****NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001**

construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution du reste des travaux.

- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut, à l'exception de ceux générés par les autres entrepreneurs, et laisser les lieux propres et prêts à s'être occuper.
- .3 Avant l'inspection finale, enlever les matériaux en surplus, les outils, l'équipement et les matériaux de construction.
- .4 Enlever les débris et les matériaux de rebut.
- .5 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à des heures prédéterminées ou les éliminer selon les directives du Représentant du Ministère. Les matériaux de rebut ne doivent pas être brûlés sur le chantier.
- .6 Prendre les dispositions nécessaires et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .7 Enlever la saleté et toute autre forme de défiguration des surfaces extérieures.
- .8 Balayer et laver les surfaces pavées.

1.04 GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Trier les déchets conformément à la section 01 74 21 - Gestion et élimination des déchets.

2 PRODUITS**2.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION**3.01 SANS OBJET**

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 SOMMAIRE

- .1 Contrôle maximal des déchets solides de construction.
- .2 Préserver l'environnement et prévenir la pollution et les dommages causés à l'environnement.

1.02 DÉFINITIONS

- .1 Classe III : déchets non dangereux - déchets de construction, de rénovation et de démolition.
- .2 Remplissage inerte : déchets inertes - exclusivement asphalte et béton.
- .3 Programme de tri à la source des matières (MSSP) : Série d'activités continues visant à séparer les matières résiduelles réutilisables et recyclables en catégories de matières d'autres types de déchets au point de production.
- .4 Recyclable : La capacité d'un produit ou d'un matériau d'être récupéré à la fin de son cycle de vie et d'être converti en produit neuf qui sera réutilisé par d'autres.
- .5 Recycler : Transporter les déchets du site du projet à un autre site pour les convertir en produit neuf qui sera réutilisé par d'autres.
- .6 Recyclage : Processus de triage, de nettoyage, de traitement et de reconstitution des déchets solides et des autres matériaux mis aux rebuts aux fins de les utiliser sous une forme altérée. Le recyclage exclut le brûlage, l'incinération ou la destruction thermique des déchets.
- .7 Récupérer : Transporter les déchets du site du projet à un autre site pour les revendre ou pour qu'ils soient réutilisés par d'autres.
- .8 Condition distincte : désigne les déchets triés en types individuels.
- .9 Tri à la source : Processus qui consiste à séparer les différents types de déchets au fur et à mesure de leur production.

1.03 TRANSPORT, ENTREPOSAGE ET MANUTENTION

- .1 Entreposer les matériaux à réutiliser, à recycler et à récupérer dans les endroits prescrits par le Représentant du Ministère.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'entrepreneur.
- .3 Protéger, stocker, entreposer et cataloguer les articles récupérés.
- .4 Séparer les matériaux non récupérables des articles récupérés. Transporter et

livrer les articles non récupérables aux installations d'élimination autorisées.

- .5 Protéger les composants structuraux qui ne sont pas enlevés pour la démolition contre les mouvements ou les dommages.
- .6 Soutenir les structures touchées. Si la sécurité du bâtiment est menacée, cesser les opérations et aviser immédiatement le Représentant du Ministère
- .7 Protéger le drainage de surface, les systèmes mécaniques et électriques contre les dommages et les obstructions.
- .8 Séparer et entreposer les matériaux produits pendant le démontage des structures dans les zones désignées.
- .9 Prévenir la contamination des matériaux à récupérer et à recycler et manipuler les matériaux conformément aux exigences d'acceptation par les installations désignées.
 - .1 La séparation à la source sur place est recommandée.
 - .2 Retirer les matériaux mélangés à l'installation de traitement hors site pour les séparer.
 - .3 Fournir des feuilles de route pour les matériaux séparés.

1.04 ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- .1 Ne pas enterrer les déchets.
- .2 Ne pas jeter de déchets, de matières volatiles, d'essences minérales, d'huile, de diluant à peinture dans les cours d'eau, les égouts pluviaux ou sanitaires.
- .3 Tenir des registres des déchets de construction, notamment :
 - .1 Nombre et taille des bacs.
 - .2 Type de déchets de chaque bac.
 - .3 Tonnage total généré.
 - .4 Tonnage réutilisé ou recyclé.
 - .5 Destination des déchets réutilisés ou recyclés.
- .4 Retirer les matériaux de la déconstruction à mesure que les travaux de déconstruction/démontage progressent.
- .5 Préparer le résumé du projet pour vérifier la destination et les quantités, matériel par matériel, comme indiqué dans la vérification préalable à la démolition.

1.05 UTILISATION DU SITE ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux avec le moins d'interférence ou de perturbation possible à l'utilisation normale des locaux.

1.06 PLANIFICATION

- .1 Coordonner le travail avec d'autres activités sur le site pour assurer l'avancement rapide et ordonné des travaux.

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 MISE EN OEUVRE DU PLAN DE GESTION DES DÉCHETS DE CONSTRUCTION

- .1 Manipuler les déchets qui ne sont pas réutilisés, récupérés ou recyclés conformément aux règlements et aux codes appropriés.

3.02 NETTOYAGE

- .1 Retirer les outils et les déchets à la fin des travaux et laisser l'aire de travail propre et ordonnée.
- .2 Nettoyer l'aire de travail à mesure que les travaux progressent.
- .3 Trouver des matériaux distincts à réutiliser ou à recycler dans des zones de tri précises.

3.03 DÉTOURNEMENT DE MATIÈRES

- .1 À partir de la liste suivante, séparer les matières du flux général des déchets et les stocker dans des piles ou des contenants distincts, comme l'a examiné le Représentant du Ministère, et conformément aux règlements sur les incendies applicables.
 - .1 Marquer les contenants ou les aires de stockage.
 - .2 Fournir des instructions sur les pratiques d'élimination.
- .2 La vente sur place de matériaux récupérés, réutilisables et recyclables n'est pas autorisée.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Procédure de réception des travaux
 - .1 Inspection effectuée par l'Entrepreneur : L'Entrepreneur doit inspecter les travaux, repérer les défauts et les défaillances et faire les réparations nécessaires pour que tout soit conforme aux exigences des Documents Contractuels.
 - .1 Aviser le Représentant du Ministère par écrit une fois l'inspection de l'Entrepreneur terminée, et soumettre un document attestant que les corrections ont été apportées.
 - .2 Présenter ensuite une demande pour que les travaux soient inspectés par le Représentant du Ministère.
 - .2 Inspection effectuée par le Représentant du Ministère :
 - .1 Le Représentant du Ministère effectuera avec l'Entrepreneur une inspection des travaux dans le but de repérer les défauts et les défaillances.
 - .2 L'Entrepreneur devra apporter les corrections demandées.
 - .3 Tâches à accomplir : présenter des certificats écrits en français ou en anglais attestant que les tâches ont été effectuées comme suit :
 - .1 Travaux : terminés et inspectés aux fins de conformité aux documents contractuels.
 - .2 Défectuosités : corrigées et défectuosités corrigées.
 - .3 Travaux : terminés et prêts pour l'inspection finale.
 - .4 Inspection finale :
 - .1 Lorsque toutes les tâches mentionnées précédemment sont terminées, présenter une demande pour que les travaux soient soumis à l'inspection finale, laquelle sera effectuée par le Représentant du Ministère et l'entrepreneur.
 - .2 Si les travaux sont jugés incomplets par le Représentant du Ministère, terminer les éléments qui n'ont pas été exécutés et présenter une nouvelle demande d'inspection.
 - .5 Déclaration d'achèvement substantiel : Lorsque le Représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles semblent en grande partie satisfaites, présenter une demande de production d'un certificat d'achèvement substantiel des travaux.
 - .6 Début du délai de garantie et de la période d'exercice du droit de rétention : La date d'acceptation par le Maître de l'ouvrage de la déclaration d'achèvement substantiel des travaux soumise sera la date du début de la période d'exercice du droit de rétention et du délai de garantie, sauf prescription contraire par la réglementation relative au droit de rétention en vigueur au lieu des travaux.
 - .7 Paiement final :
 - .1 Lorsque le Représentant du Ministère considère que les défaillances et les défauts ont été corrigés et que les exigences contractuelles sont entièrement satisfaites, présenter une demande de paiement final.

- .8 Paiement de la retenue : Après l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux, soumettre une demande de paiement de la retenue conformément aux dispositions de l'entente contractuelle.

Veillez noter : Les dessins de balisage de ligne rouge pour l'ouvrage fini doivent être présentés avant la publication de la version finale.

1.02 NETTOYAGE FINAL

- .1 Effectuer les travaux de nettoyage conformément à la section 01 74 11 - Nettoyage.
.1 Évacuer du chantier les matériaux/matériels en surplus, les déchets, les outils et l'équipement.
- .2 Gestion des déchets : trier les déchets conformément à la section 01 74 21 - GESTION ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE SECTION

1 GÉNÉRALITÉS

1.01 EXIGENCES CONNEXES

- .1 Réunion de pré-garantie :
 - .1 Convoquer une réunion une semaine avant la conclusion du contrat entre le représentant de l'entrepreneur et le Représentant du Ministère, conformément à la section 01 31 19 - Réunions de projet, pour :
 - .1 Vérifier les exigences du projet.
 - .2 Le Représentant du Ministère établira des procédures de communication pour :
 - .1 Aviser les défauts de garantie de construction.
 - .2 Déterminer les priorités pour le type de défauts.
 - .3 Déterminer un délai de réponse raisonnable.
 - .3 Coordonnées de l'entreprise cautionnée et titulaire d'une licence pour les travaux sous garantie : fournir le nom, le numéro de téléphone et l'adresse de l'entreprise autorisée pour les travaux sous garantie.
 - .4 Veiller à ce que la personne-ressource soit située dans la zone de service locale de construction justifiée, qu'elle soit disponible en permanence et qu'elle réponde aux demandes de renseignements concernant les mesures de garantie.

1.02 MODALITÉS ADMINISTRATIVES

- .1 Fournir les documents conformément à la section 01 33 00 - Documents/Échantillons à soumettre.

1.03 DOCUMENTS TELS QUE CONSTRUIT ET ÉCHANTILLONS

- .1 Tenir, en plus des exigences énoncées dans les conditions générales, sur place pour le Représentant du Ministère, une copie des documents suivants :
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Spécifications.
 - .3 Addenda.
 - .4 Ordres de modification et autres modifications au contrat.
 - .5 Examen des dessins d'atelier, des données sur les produits et des échantillons.
 - .6 Dossiers des essais sur le terrain.
 - .7 Certificats d'inspection.
 - .8 Certificats du fabricant.
- .2 Entreposer les documents et les échantillons dans un bureau sur le terrain, à l'exception des documents utilisés pour la construction.
 - .1 Fournir des fichiers, des supports et un entreposage sécuritaire.
- .3 Consigner les documents et les dossiers sur l'étiquette conformément aux listes des numéros de section dans la liste du contenu du présent manuel de projet.
 - .1 Étiqueter chaque document « DOSSIER DE PROJET » en lettres nettes, grandes et imprimées.

- .4 Conserver les documents dans un état propre, sec et lisible.
 - .1 Ne pas utiliser les documents d'enregistrement à des fins de construction.
- .5 Tenir un registre des documents et des échantillons disponibles pour inspection par le Représentant du Ministère.

1.04 CONSIGNATION DES DONNÉES DANS LE DOSSIER DE PROJET

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins opaques fournis par le Représentant du Ministère.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux.
 - .1 Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer chaque donnée de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 Emplacements horizontaux et verticaux mesurés des services publics et des accessoires souterrains, en référence aux améliorations permanentes de surface.
 - .2 Mesure de l'emplacement des services publics internes et des accessoires, en fonction des caractéristiques visibles et accessibles de la construction.
 - .3 Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages.
 - .4 Les changements apportés suite à des ordres de modification.
 - .5 Les détails qui ne figurent pas sur les Documents Contractuels d'origine.
 - .6 Les normes de référence aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.
- .5 Spécifications : marquer chaque élément pour enregistrer la construction réelle, y compris :
 - .1 Le fabricant, le nom commercial et le numéro de catalogue de chaque produit réellement installé, en particulier les articles facultatifs et les articles de remplacement.
 - .2 Modifications apportées par les addenda et les ordres de modification.
- .6 Autres documents : tenir à jour les attestations du fabricant, les attestations d'inspection, les dossiers d'essais sur le terrain, exigés par les différentes sections des spécifications.
- .7 Fournir des photos numériques, sur demande, pour les dossiers du site.

1.05 CERTIFICAT D'ARPENTAGE DÉFINITIF

- .1 Présenter les coordonnées finales de chaque tuyau d'acier conformément à la section 01 33 00- Documents/Échantillons à Soumettre, attestant que les élévations et l'emplacement de travaux sont conformes aux documents contractuels.

TPSGC	DOCUMENTS/ÉLÉMENTS À	SECTION 01 78 00
CONSTRUCTION D'UNE	REMETTRE À L'ACHÈVEMENT DES	PAGE 3
NOUVELLE CELLULE DE	TRAVAUX	
RÉTENTION		
QUAI DE LAMÈQUE		
COMTÉ DE GLOUCESTER, N.-B.		
NUMÉRO DE PROJET: R.112964.001 et R.112898.001		

2 PRODUITS

2.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

3 EXÉCUTION

3.01 SANS OBJET

.1 Sans objet.

FIN DE SECTION